

Horizons et débats

AZA
9602 Bazenheid

POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

«Si nous ne mettons pas un terme à cette guerre, il y aura une dégradation de la situation dépassant notre imagination»

Interview de M^{me} Naledi Pandor, ministre des Affaires étrangères d'Afrique du Sud, par la chaîne de télévision ZDF au sujet de la guerre en Ukraine et de la position adoptée par l'Afrique du Sud.



Naledi Pandor
(photo pa.org.za)

hd. Le 27 juin 2022, l'émission *Heute Journal* a diffusé une interview de la ministre sud-africaine des Affaires étrangères, le Dr Naledi Pandor – on peut retrouver l'intégralité de cette interview dans la médiathèque de la ZDF.¹ Naledi

Pandor était invitée à la conférence du G7 à Elmau. Nous ne pouvons reproduire ici que des extraits de la retranscription de l'interview, raison pour laquelle nous recommandons d'autant plus de réécouter l'interview – car voir et entendre les interlocuteurs permet de mieux comprendre la dignité et la sincérité avec lesquelles la ministre sud-africaine répond aux questions posées d'un interlocuteur qui pratique, nous le regrettons, une variante de journalisme partisan.

En ouverture de l'interview, on demande à la ministre des Affaires étrangères de préciser l'importance qu'elle accorde au G7 dans la résolution des principaux problèmes internationaux. «Je pense que le G7 est un forum mondial très important, dans la mesure où il rassemble les pays les plus puissants du monde sur le plan économique. Les responsables politiques du G7 ont une obligation très importante envers le monde, celle de trouver des solutions aux problèmes que vous évoquez, de faire en sorte que règne la paix, que les gens et leurs diverses communautés puissent se sentir en sécurité, vivre leur vie, dans la stabilité et en faveur du progrès. Cela fait des années que l'on parle du changement climatique, et pourtant nous savons tous que les engagements pris par les acteurs les plus puissants n'ont pas été respectés. Le monde se tourne à présent vers les pays les plus développés et attend d'eux qu'ils respectent les engagements qu'ils ont également réaffirmés à Glasgow lors de la COP 262. Je pense que le monde attend à juste titre que le G7 trouve les solutions pratiques qui s'imposent».

Là-dessus, l'intervieweur déclare que le G7 est en train de «faire en sorte que le reste du monde condamne la Russie» à cause de la guerre en Ukraine. On a toutefois «l'impression que l'Afrique du Sud n'est pas vraiment aux côtés de cet Occident». Vient ensuite la question, suggestive, si la ministre des Affaires étrangères ne partageait pas l'opinion générale que c'est «l'Ukraine qui doit gagner cette guerre».

«Cela fait plus de dix ans que les questions qui sont au cœur du conflit entre l'Ukraine et la Russie ont été débattues dans le monde entier. L'Afrique n'a jamais été invitée à la table des discussions à ce sujet. À ce stade, il est donc impossible de nous placer devant le choix de nous prononcer en faveur de l'un ou de l'autre. Nous n'avons été impliqués dans aucun des événements qui ont conduit à la situation actuelle. Nous avons pourtant été clairs sur ce point et notre position est la suivante: le monde a la responsabilité de rechercher et d'aspirer à la paix, et nous pensons que les dirigeants politiques réellement puissants – qu'ils soutiennent ou s'opposent à l'Ukraine – ont la capacité et le leadership nécessaires pour travailler ensemble à une solution. Nous sommes horrifiés de voir que dans ce conflit, où des milliers de personnes perdent la vie, où des infrastructures sont détruites, les responsables ne sont pas capables de faire ce qu'a fait l'Afrique du

«Nous ne céderons pas aux tentations de parler la langue des autres pour choisir notre camp. Ce que nous disons, c'est ceci: «Il y a très clairement des problèmes qui sont débattus depuis des années et ces problèmes doivent d'abord être résolus. [...] Il est inutile d'employer, pour désigner l'un ou l'autre des protagonistes, des termes désobligeants, cela ne ramènera pas la paix.»

Sud: nous nous sommes assis autour d'une table, nous avons négocié et nous avons trouvé une solution qui a mis fin à la guerre. C'est ce que nous avons souhaité! Nous avons dit clairement qu'il nous est impossible de prendre parti. Nous ne l'avons pas fait jusqu'à présent. Nous voulons la paix!»

A l'affirmation de l'intervieweur que «l'agresseur» était «en toute évidence» la Russie, la ministre des Affaires étrangères de l'Afrique du Sud répond:

«Je l'ai déjà dit, nous ne céderons pas aux tentations de parler la langue des autres pour choisir notre camp. Ce que nous disons, c'est ceci: «Il y a très clairement des problèmes qui sont débattus depuis des années et ces problèmes doivent d'abord être résolus. Je le répète: les questions concernant l'Ukraine, sa sécurité, doivent être résolues, mais les questions concernant la Russie et sa sécurité à elle doivent également être résolues. [...] Il est inutile d'employer, pour désigner l'un ou l'autre des protagonistes, des termes désobligeants, cela ne ramènera pas la paix. Il en va de la responsabilité des dirigeants politiques – Nelson Mandela l'a montré – de négocier pour la paix, de s'asseoir, de parler. Le monde entier nous a encouragés à discuter avec nos ennemis, ceux qui avaient jeté nos parents en prison, ceux qui avaient tué nos familles. Et on nous a dit: «Parlez avec eux, trouvez une solution». Et c'est exactement ce que nous attendons maintenant, c'est ce que nous disons maintenant. C'est cela, l'approche de l'Afrique du Sud».

L'intervieweur essaye alors de faire changer d'avis la ministre des Affaires étrangères, avançant que l'Afrique du Sud avait donc, par le passé, bénéficié d'un soutien important contre le régime d'apartheid, qu'il qualifie d'agresseur, et que l'Ukraine a désormais besoin du même soutien de la part de l'Afrique du Sud.

«Je l'ai déjà dit et redit par le passé: l'Afrique du Sud a toujours exprimé son attachement à la communauté internationale pour la solidarité qu'elle nous a témoignée dans la lutte anti-apartheid. Mais vous vous souviendrez que personne ne nous a jamais fourni d'armes, personne, que nous n'avons pas été soutenus dans ce conflit armé, dans cette lutte. Non, on nous a traités de terroristes alors qu'il n'y a eu

que très peu de conflits armés en Afrique du Sud. Le genre de soutien auquel vous assistez aujourd'hui en faveur de l'Ukraine, aucun combattant de la liberté en Afrique n'en a jamais bénéficié. Donc, l'une des choses que nous avons dit et redit, c'est que nous traitons tous les pays opprimés de la même manière. Nous devons tout autant nous sentir concernés par l'assassinat de Shirin Abu Aklis³ que nous devrions être horrifiés par l'absence de liberté pour le peuple palestinien. Nous considérons tous les problèmes pareilles de la même attitude, sans éclipser leur différences d'aspect. De fait, nous affirmons que l'intrusion hostile à l'encontre de la souveraineté d'un pays va en violation de la Charte des Nations unies. Nous l'avons dit et répété publiquement. Mais nous insistons sur le fait que ce type de conflit – ce genre de guerre! – ne peut être résolu que par la voie de la négociation. Je suis convaincue que finalement, tous s'assoieront à la même table de négociation».

Sur un ton provocant, on lui demande ce qui s'apprêterait donc à être négocié.

«Je n'en sais rien! On ne sait jamais sur quoi peuvent déboucher les négociations lorsqu'elles en sont encore à leur début. Mais les peuples ont leurs aspirations, leurs espoirs. L'une des préoccupations concernant l'Ukraine doit porter sur son intégrité, sa sécurité. Quels sont les éléments qui pourraient les garantir? Cela doit ressortir des discussions menées autour de la table. Et pour ce qui est de la Russie, qui, à plusieurs reprises, a fait état d'inquiétudes et de craintes très concrètes: comment convient-il d'y réagir? Or, mon raisonnement est donc le suivant: Les grands leaders politiques de ce monde, qui sont à la tête des plus grandes économies, disposent certainement d'un arsenal de possibilités pour trouver une solution, et pourtant je ne vois toujours rien, pas la moindre offensive diplomatique d'envergure! Nous pensons que les Nations unies, et donc leur secrétaire général, doivent y être impliqués. C'est ce genre d'approche diplomatique qu'il faut adopter. Nous avons par exemple demandé qu'un certain nombre d'interlocuteurs de référence, jouissant d'une réputation internationale, soient invités à mettre en œuvre ce processus. On ne doit pas abandonner cette question aux missiles et aux tueries

«Vous autres journalistes aimeriez m'entendre dire «la Russie a fait ceci», «l'Ukraine a fait cela». Mais ce n'est pas l'approche que nous avons choisie, nous. Nous voulons que l'Ukraine et la Russie sachent que l'Afrique du Sud – et tout le continent africain – sont prêts à jouer tous les rôles possibles pour sauvegarder la paix. C'est dans notre intérêt. Pas d'insultes donc, pas de réprimandes, cela ne sert à rien, cela n'aide pas. Ce que nous devrions faire, dans ce que nous exprimons et articulons: nous devrions nous tous faire usage d'un langage qui permette d'aboutir au résultat qui sauvera la vie des gens»

qui se déroulent en ce moment en Ukraine. Cherchons, dans un premier temps, à obtenir un cessez-le-feu immédiat. Puis entamons un processus détaillé de négociations pour trouver une solution apportant la sécurité et la paix.»

L'intervieweur interroge ensuite la ministre des Affaires étrangères à propos des sanctions prises à l'encontre de la Russie, auxquelles l'Afrique du Sud ne participerait pas jusqu'à présent, ce sur quoi il mentionne des voix critiques.

«Au niveau mondial, l'Afrique du Sud n'est qu'une toute petite économie. En Afrique, nous sommes importants, il est vrai, mais très minces à l'échelle mondiale, et la Russie est un partenaire commercial très modeste pour l'Afrique du Sud. Pour nous, les grands partenaires commerciaux sont l'Europe occidentale, l'Amérique et bien sûr la Chine. D'un point de vue commercial, ce sont ces régions qui présentent pour nous le plus grand intérêt. Mais j'aimerais revenir sur le thème des sanctions en ajoutant ceci: en ce moment, les sanctions imposées causent de gros dégâts, non seulement en Russie, mais aussi dans le monde entier, dans l'ensemble de la communauté internationale. Dans mon pays, il y a des manifestations contre la hausse massive des prix du pétrole. Les prix de l'huile de table ont presque doublé en trois mois. Il est clair que les sanctions ont des effets qui vont au-delà des objectifs visés. Et c'est un point que l'on ne peut-être pas toujours en compte lorsque l'on impose des sanctions. Il y a des pays où règne la pénurie de pain, d'autres qui manquent de céréales. Pensez-y, pensez à toutes ces petites entreprises, des micro-entreprises tout à fait normales, où les femmes qui tirent leur subsistance de ces activités ne peuvent plus travailler parce qu'elles n'ont pas d'huile de cuisson pour confectionner les plats qu'elles souhaitent vendre dans la rue. Il s'agit donc d'un large éventail des répercussions engendrées par les sanctions et qui provoquent une instabilité politique au niveau national dans de nombreux pays – ce que nous constatons tous les jours! Je suis effectivement d'avis que nous devrions réfléchir à la manière d'initier un autre processus, un de ceux qui aboutissent à un cessez-le-feu et, deuxièmement, à un processus de négociation bien déterminé, afin de parvenir à une solution qui apaise les deux pays, et pas seulement ces deux pays, mais toute la région».

Toujours sur une tonalité de provocation, l'intervieweur lui pose la question qui, selon son interlocutrice, est responsable de la famine qui menace actuellement le monde.

«C'est un phénomène aux facettes et aux causes multiples. Prenez l'Afrique par exemple. Nous avons d'immenses régions de terres arables où l'on ne cultive pas de céréales, ce qui devrait pourtant être le cas. Ce sont donc les politiciens africains qui sont responsables de ce manque d'engagement dans l'agriculture. En dehors de cela, les sanctions ont un impact, car il n'y a plus aucune importation de céréales non plus. Mais je dois tout de même vous faire remarquer, vous n'aboutirez pas à m'entendre prononcer des mots réprobateurs, car cela ne fait avancer personne.

Vous autres journalistes aimeriez m'entendre dire «la Russie a fait ceci», «l'Ukraine a fait cela». Mais ce n'est pas l'approche que nous avons choisie, nous. Nous voulons que l'Ukraine et la Russie sachent que l'Afrique

La division du monde – la dernière tentative de l'Occident ?

Un commentaire sur la situation internationale après les sommets des BRICS, du G7 et de l'OTAN

par Karl-Jürgen Müller

Non, personne de cœur ou d'esprit ne peut se réjouir du déclin dont font preuve les alliés européens des Etats-Unis. Les problèmes liés à ce déclin éclipsent de loin les problèmes rencontrés des Etats concernés jusqu'à présent et ne constitueront pas non plus de contribution constructive à l'entente entre les peuples et à la paix mondiale. En tant qu'être humain et citoyen d'un de ces Etats, on ne peut que s'inquiéter de ce qui attendra les habitants de cette partie de l'Europe sur le plan social, économique et politique.

Ce n'était pourtant pas une contrainte, il est vrai, d'en arriver là. Depuis des années, de nombreux experts soulignaient que les responsables de la politique des Etats européens ne se montraient pas être à la hauteur de leurs tâches. A cela s'ajoutait la confrontation radicale envers la Russie. Le bon sens même le dit à chacun capable de penser au-delà du quotidien: ce n'est qu'une impasse. Que chaque Européen y réfléchisse, surtout ceux qui s'arrogent le droit de les représenter politiquement: la paix et la sécurité durable ne s'installent guère en pratiquant l'omission et la négligence de ce à quoi aspire la Russie, de ce à quoi aspirent ses populations. Qu'ils cessent de pratiquer, à toute occasion, une propagande dont ils savent, s'ils sont honnêtes, qu'elle n'est pas seulement mensongère mais qui s'est transformée, ces derniers temps, en une sorte de névrose politique: esquiver de devoir avouer ses propres erreurs et manquements et tout mettre sur le dos d'un homme – le président russe Vladimir Poutine.

Et ceux qui osent pourtant, rarement, parler de leurs propres «erreurs», c'est toujours avec la formule convenant à la propagande antirusse: «Nous nous sommes trompés sur la Russie et aurions dû reconnaître bien plus tôt son «vrai caractère» et miser plus décidément encore sur la confrontation en divulguant l'image de l'ennemi russe, de toute force.» Cette formule est actuellement très en vogue, notamment chez les hommes et femmes politiques allemands.

G7 et OTAN unis dans leur diabolisation de la Russie

Aujourd'hui, les apprentis sorciers des cercles bellicistes «en tirent les leçons» et réajustent leur artilerie médiatique. Les sommets du G7 à Elmau et de l'OTAN à Madrid l'ont montré. Il n'est pas nécessaire d'entrer dans les détails. L'essentiel de leurs décisions se résume ainsi: la Russie est l'ennemi numéro un, nous nous armions massivement, la Suède et la Finlande (qui n'étaient plus neutres depuis longtemps) deviennent officiellement membres de l'OTAN. La Russie doit être confrontée à un

«Si nous ne mettons pas ...»

suite de la page 1

du Sud – et tout le continent africain – sont prêts à jouer tous les rôles possibles pour sauvegarder la paix. C'est dans notre intérêt. Pas d'insultes donc, pas de réprimandes, cela ne sert à rien, cela n'aide pas. Ce que nous devrions faire, dans ce que nous exprimons et articulons: nous devrions nous tous faire usage d'un langage qui permette d'aboutir au résultat qui sauvera la vie des gens».

Sur quoi l'interpellant lui pose la question si l'Afrique du Sud souhaite jouer un rôle de négociateur.

«Comparée aux puissants leaders politiques du G7, l'Afrique du Sud est bien modeste, mais elle possède quand même une certaine expérience en termes de processus de résolution des conflits, et c'est pour cela que nous répondrons par l'affirmative: si l'on nous y invite et nous le demande, nous sommes prêts. Nous ne faisons pas partie «du club», si je peux m'exprimer ainsi, mais nous sommes prêts à jouer notre rôle dans la communauté mondiale».

L'intervieweur poursuit sa tentative de mettre la ministre des Affaires étrangères sur un terrain miné. Il insinue que l'ANC [African National Congress, grand parti oppositional à l'apartheid] aurait cultivé «des idées particulièrement romantiques vis-à-vis de Moscou, parce que l'Union soviétique avait beaucoup aidé les Noirs chez vous à l'époque de la ségrégation raciale». Et il poursuit:

potentiel de violence encore plus important qu'aujourd'hui. Regardez, vous autres Russes: vous avez désormais affaire à davantage d'effets d'OTAN à vos frontières au lieu de moins! Voilà ce que vous avez gagné (mais en fait, nous avions œuvré à cela auparavant déjà).

Toutefois, même dans les Etats de l'OTAN, on commence à se rendre compte que la grande majorité des Etats de ce monde unique ne s'adaptent pas à cette psychose antirusse. Le président du SPD, Lars Klingbeil, avait déjà déploré, lors de son discours du 21 juin 2022 intitulé «Changement d'époque» que la Russie «avait entretenu, pendant des années, des relations avec des Etats émergents les ayant ainsi liés à elle». C'était ainsi, dit le chef de la social-démocratie allemande au pouvoir, que «des alternatives au modèle de développement occidental ont vu le jour». Et d'y ajouter que «pendant de nombreuses années, la Russie et la Chine avaient également courtoisé des Etats démocratiques comme l'Afrique du Sud, l'Inde ou le Brésil, leur donnant une voix au niveau international par le biais de l'initiative BRICS. Ils ont pris connaissance [sic] des intérêts de ces pays et ont traité leurs gouvernements avec respect. Cela a créé de la confiance. Nous en voyons actuellement les effets lorsque de nombreux Etats rejettent notre approche des sanctions contre la Russie. Les votes à l'Assemblée générale des Nations unies montrent que la moitié de la population mondiale [en fait, c'est davantage que la moitié!] ne soutient pas notre politique. Cela devrait nous faire réfléchir.»

Une conséquence de cette façon de «penser» a été que des représentants politiques de façade, d'Argentine, d'Inde, d'Indonésie, du Sénégal et d'Afrique du Sud, ont été invités à une réunion spéciale à Elmau. On les a dorlotés dans l'espoir de les rallier à la guerre de l'OTAN contre la Russie.

Pour eux, il ne s'agissait pas de la volonté de s'éloigner de la Russie, mais d'une attitude digne et réaliste – conscients du fait que pendant des siècles, la politique coloniale et néocoloniale avait été avancée et pratiquée par ces mêmes puissances osant exiger, à nouveau, leur allégeance.

Lisant la déclaration finale du 23 juin du sommet des BRICS à Pékin¹, on constate que là non plus, on ne se heurte pas aux images de l'ennemi. En effet, dans le chapitre sur la «garantie de la paix et de la sécurité», la coopération en matière de lutte contre le terrorisme international est largement préconisée, il est vrai. Cependant on ne trouve pas, par rapport aux Etats-Unis, à l'OTAN ou à l'UE, des notions susceptibles de dénigrer l'autre

«L'Ukraine était alors synonyme de l'Union soviétique. Mais aujourd'hui, sous les conditions actuelles, votre sympathie ne tendrait-elle pas plutôt envers l'Ukraine?»

«Mais vous répondez vous-même à votre question: la Russie n'est pas l'Union soviétique. L'Ukraine faisait partie de l'Union soviétique. L'Ukraine a soutenu notre combat, elle a formé certains des nôtres. Et nous lui en sommes éternellement reconnaissants. C'est pour cette raison que nous le répétons: le peuple d'Ukraine mérite de vivre en paix. Et nous, tous ceux qui en auront le pouvoir, nous devrions nous concentrer sur l'instauration de cette paix. Je ne pense pas que le problème soit aussi énorme, aux dimensions de celles de la Seconde Guerre mondiale par exemple. Mais si nous ne mettons pas fin à cette guerre, les choses pourraient tourner beaucoup plus mal que tout ce que nous pouvons imaginer. Ce que nous devrions faire, à mon avis, et cela concerne aussi bien la société civile que les médias, c'est de faire appel aux dirigeants qui disent tout et n'importe quoi face à ce conflit très sérieux, et qui semblent y être réellement impliqués, en leur déclarant qu'il est grand temps de ne plus se contenter de tenir des discours, mais de mettre leur poids politique dans la balance pour trouver une solution.»

¹ <https://www.zdf.de/machrichten/heute-journal-update/g7-suedafrika-verlangt-diplomatische-loesung-100.html>

² En novembre 2021 à eu lieu à Glasgow la 26ème Conférence mondiale sur le Climat (COP 26).

côté par l'emploi d'images de l'ennemi. Au lieu de cela, les pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) se déclarent «respectueux de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les Etats», soulignent leur engagement «en faveur d'une résolution pacifique des différends et des litiges entre Etats par le dialogue et la négociation» soutenant «tous les efforts menant à une résolution pacifique des crises».

Rappel nécessaire de ce qui est et reste le principe accepté

Le texte ne réserve que peu de remarques concernant l'Ukraine, quoique de valeur principale, déclarant: «Nous soutenons les discussions entre la Russie et l'Ukraine. Nous avons également parlé de nos préoccupations concernant la situation humanitaire en Ukraine et dans ses environs et exprimé notre soutien aux efforts du Secrétaire général de l'ONU, des agences de l'ONU et du CICR pour fournir une aide humanitaire conformément aux principes fondamentaux d'humanité, de neutralité et d'impartialité, tels qu'ils ont été établis par la résolution 46/2182 de l'Assemblée générale des Nations unies.»

Dans d'autres points se trouvant dans le chapitre sur la «garantie de la paix et de la sécurité», la déclaration finale aborde la situation en Afghanistan, en Iran, au Proche-Orient et en Afrique, soulignant toujours l'idée de la résolution pacifique des conflits ainsi que la souveraineté des Etats concernés, et exige enfin des mesures décisives en matière de désarmement et de contrôle des armements, notamment dans le domaine des armes de destruction massive.

Les premières pages de la déclaration finale commencent par une profession de foi en faveur du respect et de la compréhension mutuels, de l'égalité, de la solidarité, de l'ouverture, de l'inclusivité et du principe de consensus. Les pays BRICS veulent renforcer et approfondir leur coopération et créer davantage de possibilités en matière des relations humaines transnationales. Ils sont attachés au multilatéralisme et au rôle central des Nations unies, mais demandent également des réformes urgentes de l'organisation, en particulier concernant le Conseil de sécurité.

L'«Aide à l'Ukraine» démesurée soulève de l'indignation

ts. Heritage Action, une organisation de défense des politiques conservatrices comptant, selon ses propres dires deux millions de militants de base, a récemment publié une déclaration de sa directrice *Jessica Anderson*. Cette annonce précédait de peu le vote de la Chambre Américaine des Représentants, lequel devait statuer sur l'attribution d'une enveloppe d'aide à l'Ukraine à hauteur de 40 milliards de dollars. Le communiqué montre à l'évidence qu'aux Etats-Unis, nombreux sont ceux qui désapprouvent la politique officielle en faveur de l'Ukraine. Le texte d'opposition au projet gouvernemental déclare entre autres:

«Cette enveloppe d'aide proposée à l'Ukraine détourne des fonds originellement consacrés aux besoins prioritaires du peuple américain aux fins d'envoyer une somme gigantesque – provenant de nos impôts à nous, citoyens et citoyennes américains, sans aucun égard pour nos besoins – à une nation étrangère qui va la recevoir sans la moindre obligation de rendre compte de son utilisation. L'Amérique se bat contre une inflation galopante, son endettement, la porosité de ses frontières, la criminalité et la pénurie d'énergie, mais de nombreux responsables

A qui profite la guerre en Ukraine?

ds. Alors que la guerre en Ukraine se poursuit et cause de plus en plus de victimes, il faut se poser l'incontournable question: à qui cette guerre profite-t-elle réellement?

Si l'on garde en mémoire l'objectif de la politique étrangère américaine depuis plus d'un siècle, qui consiste à empêcher tout rapprochement économique et politique entre la Russie et l'Europe occidentale, force est de constater que les Etats-Unis ont, sur ce point en effet, atteint leur but.

Un nouveau rideau de fer sépare maintenant de nouveau l'Est de l'Ouest.

Ils rendent hommage aux différentes organisations de l'ONU comme l'OMC et l'OMS, mais aussi au G20. Il suffit de lire la déclaration finale dans son intégralité. Ce qui amène forcément au constat qu'elle ne demande rien de révolutionnaire ou de particulier, mais des choses qui devraient être évidentes et garanties par tous les Etats du monde. Son rappel des principes qui les régissent, a pourtant tout son poids, précisément du fait qu'aujourd'hui, la communauté Internationale assiste au fait qu'une partie considérable des Etats signataires sont en train de les enfreindre comme bon il leur semble.

Ces dernières temps, depuis le 24 février et les réactions de l'OTAN et de ses alliés qui y ont suivi, les dirigeants politiques russes n'ont cessé d'affirmer que l'OTAN avait érigé un nouveau rideau de fer au milieu de l'Europe et que la Russie devait et allait donc s'orienter ailleurs: vers l'Eurasie. Que pourrait-elle faire d'autre?

Cette évolution déplorable ne doit pourtant pas être prise comme «la fin de l'histoire». L'Europe serait bien inspirée de cesser de participer à la division du monde. Sinon, le prix qu'elle devra payer sera très élevé. Et d'ailleurs: le concept de la division du monde ne fait tout de même pas la loi politique naturelle. Au contraire, le bon sens seul s'y oppose catégoriquement. Actuellement, il semble être vain d'espérer que les responsables politiques des Etats européens membres de l'OTAN et ceux de ses alliés fassent preuve de la volonté nécessaire à rectifier leur cours. Les voix et l'engagement des citoyennes et des citoyens en faveur de solutions constructives seront donc d'un grand poids dans la balance.

¹ https://www.fmprc.gov.cn/eng/zxxx_662805/202206/t20220623_10709037.html

«En dépit de l'actuelle propagande belliciste, la simplification et la vision biaisée que l'on donne des causes réelles du conflit en Ukraine, il est clair que l'UE n'a pas d'alternative: la Russie est le pays voisin et le partenaire important dans une perspective de maintien de la stabilité, du développement et de la prospérité commune de l'Europe. Combien de temps faudra-t-il encore à l'UE pour que ses dirigeants soient capables de le reconnaître?»

Željko Jovanović, président du Forum de Belgrade pour un Monde d'Egale

politiques issus de la mouvance progressiste à Washington accordent la priorité à une enveloppe d'aide de 40 milliards de dollars envoyée à l'Ukraine – un montant qui dépasse le budget annuel total du Ministère américain de la Justice.

Le peuple américain attend de ses représentants élus qu'ils prennent véritablement la mesure du montant, de l'étendue et des comptes de financement de cette enveloppe, plutôt que de le soutenir aveuglément après y avoir consacré moins de six heures de débat, en absence de tout examen approfondi. [...] Les efforts accomplis par l'administration Biden pour l'allocation de fonds supplémentaires à l'Ukraine interviennent à un moment où le gouvernement et les Démocrates du Congrès ont refusé de fournir ne serait-ce qu'une fraction de cette somme pour résoudre les considérables problèmes accumulés à la frontière sud des Etats-Unis. La prise de décision légale en faveur de cette action intervient en plein dans une inflation record, qui en mars a dépassé 8% [...].

Source: <https://heritageaction.com/press/ukraine-aid-package-puts-america-last>

Sous la pression des Etats-Unis, l'UE a mis fin à ses relations économiques avec la Russie et a cédé aux exigences américaines de réarmement. Les «forces d'intervention rapide» de l'OTAN actuellement de 40000 hommes, vont être portées à 300000, et les transferts d'armements lourds, notamment dans les pays baltes et en Pologne, vont également être accélérés. Dans le nouveau concept stratégique de l'OTAN, la Russie vient de passer de «partenaire stratégique» à «redoutable ennemi».

Qui donc, au nom du Ciel, pourrait croire que tout cela va instaurer la paix?

Energie: qui nous a mis dans ce pétrin?

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Au soir du 29 juin, les auditeurs qui auraient enregistré le journal des infos de la Radio Suisse ou du JT de la SFR se seraient retrouvés en face de la réalité brute du sujet: la pénurie de gaz et d'électricité qui pourrait toucher la Suisse dès l'hiver prochain, sombre scénario suivi par la riposte de la Confédération sous la forme d'un plan d'urgence. Dans l'après-midi, le Conseil fédéral avait convoqué une conférence de presse¹ au cours de laquelle Simonetta Sommaruga et Guy Parmelin, respectivement cheffe et chef des départements fédéraux concernés, ont rendu compte des derniers développements de la situation ainsi que de leur point de vue sur la question.² Concernant cette dernière, il serait cependant utile de faire la part des choses entre les faits et leur origine et déterminer ainsi s'il existe un lien avec la guerre en Ukraine, comme cela a été affirmé à diverses reprises lors de la conférence et ensuite dans les médias.

Le 21 mai 2017, 58 % des votants suisses ont dit oui à la «Stratégie énergétique 2050». Dans le livret de vote, le Conseil fédéral avait fait campagne en faveur du oui à grands sons de trompe: «Le premier train de mesures de la Stratégie énergétique 2050 permettra à la Suisse de réduire sa consommation d'énergie et sa dépendance à l'égard des importations d'énergies fossiles, tout en faisant la promotion des énergies renouvelables locales. De cette façon, les éventuels investissements demeureront en Suisse au lieu de fuir à l'étranger. Le programme soumis à votation garantit un approvisionnement énergétique sûr et propre. Il garantit également une sortie progressive du nucléaire.» Qui aurait pu dire non à des perspectives aussi séduisantes? Aujourd'hui, cinq ans plus tard, force est de constater que rien de tout cela n'est devenu réalité.

Réduire la consommation d'énergie?

Récemment, on pouvait lire dans la presse quotidienne: «Au cours des trente prochaines années, la quantité d'électricité dont la Suisse aura besoin sera beaucoup plus importante que celle sur laquelle reposait la stratégie énergétique 2050». Certes, c'est une bonne chose pour l'environnement que de plus en plus de gens passent à la voiture électrique – mais cela signifie aussi une hausse des besoins en électricité qui commence à remplacer le recours aux carburants fossiles. De plus, les éventuelles économies réalisées par ce biais se trouvent annulées par une immigration sans cesse croissante dans notre pays à forte densité de population: il y a simplement plus de gens qui ont besoin de davantage d'énergie. On savait déjà bien avant le 24 février 2022 qu'en Suisse, la couverture de besoins énergétiques en hausse continue ne serait bientôt plus assurée. La crise ukrainienne arrive donc à point pour ceux qui souhaitent détourner l'attention du public des affirmations inexacts proférées avant la votation populaire de 2017.

«Crise énergétique mondiale»: La faute aux Russes?

Lors d'une interview donnée après la conférence de presse, la conseillère fédérale Sommaruga s'est prononcée en ces termes: «Nous nous trouvons face à une guerre en Europe. Nous constatons que la Russie a maintenant partiellement réduit ses exportations de gaz. Cela signifie que toute l'Europe est en crise énergétique. La Suisse n'est pas une île, nous faisons partie de l'Europe. [...] La situation s'est aggravée ces dernières semaines parce que la Russie a partiellement encore resserré la vis concernant l'Allemagne – laquelle est un pays très important pour notre approvisionnement en gaz.»³

Mais qui donc, bon sang, nous a amenés dans cette misère? Ce n'est pas *Poutine* qui a inventé les innombrables sanctions. Nous autres Européens – Suisses compris – nous y sommes embourbés les yeux fermés, au lieu de refuser d'obéir aux ordres de Washington. Force est d'affirmer que de leur côté, les Russes nous ont toujours livré, même pendant la guerre froide, autant de pétrole et de gaz que nous en avons commandé et payé. Mais après avoir exclu la Russie et harcelé ses citoyens (et pas seulement les milliardaires!) jusqu'au bout, mettant à l'index ses biens culturels mondiaux – comment s'étonner que les Russes préfèrent d'autres clients?

Sécurité de l'approvisionnement de gaz
Environ 15 % des besoins énergétiques de la Suisse sont couverts par le gaz naturel. La

Suisse importe 43 % de ce gaz de Russie, 22 % de Norvège et 19 % de l'UE, le reste provenant d'autres pays (gazenergie.ch). Extrait du communiqué, qui a l'avantage de ne pas enjoliver le tableau: «La Suisse ne dispose pas d'installations de stockage de gaz en propre et dépend donc entièrement des importations. Jusqu'à trois quarts des livraisons de gaz en Suisse se font via l'Allemagne. La Suisse serait donc également touchée par des pénuries de gaz dans l'UE et en particulier en Allemagne. Si les installations de stockage ne peuvent pas être remplis comme prévu, une situation de pénurie ne peut pas être exclue pour l'hiver prochain.»⁴

Quelle est donc l'alternative proposée par le Conseil fédéral contre une éventuelle pénurie de gaz? Jusqu'à présent, il a incité le secteur gazier à mettre en place une «task force approvisionnement hivernal 2022/2023». Le 29 juin, celle-ci a présenté au Conseil fédéral son concept de création d'une réserve de gaz hivernale, lequel comprend notamment «la mise en place d'une réserve de gaz physique dans les stockages de gaz des pays voisins. Cette réserve doit couvrir 15% (environ 6 TWh) de la consommation annuelle de gaz de la Suisse, qui est d'environ 35 TWh». Le même communiqué nous rappelle que nous consommons effectivement beaucoup plus de gaz en hiver, à savoir 30 TWh, et seulement 5 TWh en été!

La Suisse ne dispose certes pas de combustibles fossiles propres, mais sa situation de plaque tournante en Europe présente aussi des avantages: Le transit nord-sud à travers les Alpes ne nous apporte pas seulement des files de voitures et de camions qui polluent l'atmosphère, mais il est également primordial pour la circulation d'électricité et de gaz de nos voisins. Le gazoduc de transit amène du gaz depuis l'Allemagne jusqu'à Wallbach (Argovie), et du gaz depuis la France à Rodersdorf (canton de Soleure); il est ensuite redistribué en empruntant des conduits de transport nationaux. Une partie s'écoule du Valais vers l'Italie, mais le gaz peut également s'écouler en sens inverse, du sud vers l'Allemagne, par exemple en provenance d'Afrique du Nord. Environ 90 % du volume de gaz qui passe par le gazoduc de transit traversent ainsi la Suisse alors que seuls 10 % sont concernés par la consommation en Suisse. Avec le gazoduc de transit, la Suisse a donc en main un atout en prévision des mauvais jours, comme retient le «Tages-Anzeiger» dans son édition du 3 juillet 2022.⁵

On aurait donc pu partir de l'idée que le Conseil fédéral aurait su tirer profit de cet atout en période de prospérité en prenant alors les dispositions nécessaires. On reste donc perplexe face à la timidité de l'exécutif dans la situation d'actuelle incertitude.

Approvisionnement de gaz: le Conseil Fédéral mis au défi sur deux urgences

La première de ces urgences réside dans la nécessité de conclure des accords de livraison avec les pays voisins. A ce sujet l'Association Suisse de l'Industrie Gazière ASIG déclare: «Le point crucial demeure lié à l'incertitude très présente de ne pas se voir livrer le gaz déjà payé. Le Conseil fédéral se trouve donc dans l'obligation de continuer ses efforts auprès des pays voisins afin d'en obtenir les garanties nécessaires.»⁶

Ce qui amène immédiatement à la question suivante: quelle sera la réaction de nos voisins, s'ils se trouvent eux-mêmes dans une situation de pénurie de gaz? Continueront-ils de nous approvisionner? «Il n'y a aucune garantie à ce sujet», a déclaré Sommaruga. C'est pourquoi des accords contraignants – appelés «accords de solidarité» – sont d'autant plus urgents. Il existe pourtant un traité international avec la France, il est vrai, mais ses graves pénuries d'électricité dues à l'arrêt de réacteurs nucléaires pour raisons de sécurité, sont fréquentes. Compte tenu du fait que, selon le conseiller fédéral Guy Parmelin, le président de l'ElCom, Werner Luginbühl, et d'autres spécialistes de l'énergie, tous présents à la conférence de presse, une pénurie de gaz et/ou d'électricité pourrait se produire dès l'hiver prochain, la désinvolture affichée par le Conseil fédéral sur ce point précis ne manque pas d'étonner. Toujours selon le même communiqué de presse datant du 29 juin, des entretiens avec l'Allemagne seraient «en cours». De plus, lors du WEF en mai, Sommaruga et Parmelin ont «convenu avec le ministre allemand

de l'économie, Robert Habeck, de conclure un accord dans ce sens». Un premier tour de négociations aurait eu lieu en juin 2020. A ce rythme d'escargot, le doute est permis sur une résolution du problème d'ici l'automne.

Le second point d'urgence concerne les réserves. On reste incrédule face à l'information officielle selon laquelle il n'existerait apparemment, sur tout le territoire suisse, aucune installation de réserves. Les réserves suisses à l'étranger – ci-inclus celles qui sont déjà payées! – constituent une mesure de prévention très peu fiable en cas de pénurie générale, comme nous l'avons appris lors de la crise du coronavirus. C'est pourquoi le Conseil fédéral doit enfin veiller à ce que le gaz soit stocké en Suisse, tâche que l'Association Suisse de l'Industrie gazière confirme en toute clarté en ces termes, mêmes très diplomatiques: «L'ASIG favorise le fait que la Confédération entend soutenir les efforts visant à créer des capacités de stockage gazier en Suisse. Les projets allant dans ce sens avaient échoué jusqu'ici pour cause de rentabilité insuffisante et de manque de soutien du côté des autorités.» Mais la conseillère fédérale Sommaruga, ne se distingue guère par la détermination et l'empressement qui seraient de mise, sur ce point urgent non plus: Son département, conjointement avec le département de l'économie, «examine, [...], comment la mise en place de capacités de stockage de gaz en Suisse peut être encouragée et il informera le Conseil fédéral de l'état d'avancement de ces travaux d'ici fin août 2022.» Plusieurs hivers seront probablement passés avant le premier coup de poche.

Il faut promouvoir l'énergie hydraulique au lieu de la freiner

Que le développement des énergies renouvelables ne progresse que très laborieusement en Suisse n'a en tout cas rien à voir avec la guerre en Ukraine. Notre revue a souligné à plusieurs reprises qu'outre les «nouvelles énergies renouvelables», la source d'énergie traditionnelle, la plus puissante de Suisse, l'énergie hydraulique, pourrait à l'avenir fournir beaucoup plus d'électricité qu'aujourd'hui si toutes les forces politiques s'accordaient sur ce point.⁷

A propos de ce dossier, lors de la conférence de presse précitée, Sommaruga déclare: «Les 15 nouveaux projets de barrages qui ont été planifiés il y a deux ans en collaboration avec des associations ont pour objectif un approvisionnement en électricité sûr de la Suisse». Tout le monde s'efforce de collaborer: l'ElCom, les cantons, les partis et le Conseil fédéral.⁸

En effet, cela ne se passe pas sans problèmes, surtout au niveau de la prolifération des oppositions qui font recours contre chaque rehaussement d'un barrage – y compris de la part d'associations de protection de l'environnement – les mêmes qui, lors de la rencontre avec Sommaruga, avaient approuvé ses 15 projets mentionnés! Maintenant qu'on ne peut plus exclure une situation de pénurie d'électricité, selon un sondage, 67 % des personnes interrogées sont «favorables à des réductions significatives de la protection de l'environnement afin d'augmenter la production d'énergie renouvelable». 65 % à la construction de barrages dans les régions où se trouvaient autrefois des glaciers. 70 % une rationalisation du droit de recours afin d'en accélérer l'aménagement.⁹ Dans ce sens, Sommaruga propose, ces derniers temps, qu'il n'y ait qu'une seule procédure de recours par projet de construction, au lieu que chaque association puisse faire valoir séparément son opposition à chaque étape de construction jusqu'au Tribunal fédéral, ce qui entraîne parfois des retards de plusieurs décennies (!). C'est là que le Parlement et les votants vont devoir enfoncer le clou.

Et de quelle façon pouvons-nous contribuer, nous autres citoyens suisses?

Point positif, lors de la conférence de presse et face à la multiplicité des déclarations, on n'a pas déploré une seule fois l'absence d'accord sur l'électricité entre la Suisse et Bruxelles. C'était apparemment évident pour tout le monde: s'il s'agit de questions essentielles, comme face à la pénurie d'essence, les pays voisins résolvent leurs problèmes mutuels de manière bilatérale, comme ils l'ont toujours fait.

Lors de cette même conférence de presse, Parmelin a cependant encouragé les économies d'énergie. Il est en effet de plus en plus probable qu'une pénurie en énergie se produise l'hiver

prochain. Comme plusieurs centrales nucléaires françaises sont actuellement à l'arrêt, une pénurie d'électricité n'est pas non plus exclue. Bien que pour le moment la distribution énergétique fonctionne, le Conseil fédéral veut en profiter pour sensibiliser la population. Par exemple, Parmelin rappelle que «il ne faut pas chauffer les gymnases vides [...]». Si les appels à réaliser des économies ne suffisent pas, lance-t-il, il faudra envisager le contingentement de l'approvisionnement en gaz (pour les gros consommateurs). Lorsqu'on est passé aux questions aux responsables et experts, il n'a pas manqué de prises de position frôlant l'absurde, comme l'illustre l'exemple suivant. «Est-ce qu'il deviendra donc obligatoire de baisser le thermostat, ou est-ce seulement une recommandation?» a demandé un journaliste. «C'est une recommandation», a répondu Parmelin en ajoutant qu'il n'avait pas installé chez lui de chauffage au gaz, mais qu'il ne serait certainement pas faux de faire des économies et de réduire un peu la température.

A ce niveau plutôt pittoresque ne correspond pourtant pas le plan d'urgence de la Confédération qui est ambitieux! La dernière étape, après les contingents pour les gros consommateurs (les CFF ou la Poste), consiste en des coupures de courant cycliques (8 heures en marche et 4 heures arrêté, ou même le rythme 4 – 4 – 4).¹⁰ Un tel scénario bouleverserait certes la place économique suisse, y compris la population active et les consommateurs. Il serait bien plus judicieux que la Berne fédérale fasse ses devoirs en matière de politique intérieure et extérieure – si possible avant que la situation de pénurie ne nous frappe.

Conclusion: en ce qui concerne les possibilités raisonnables d'économies d'énergie, nous avons encore, dans notre société gaspilleuse de ressources, beaucoup de «gymnases vides» sur lesquels réaliser des économies d'énergie avant que nous ne nous gelions dans nos appartements. Mais pour un avenir prospère de notre pays – et de celui des autres peuples européens – il importe que nous autres citoyens nous prononcions contre l'anéantissement brutal de nos relations avec la Russie et ses citoyens, tel que nous l'imposent nos gouvernements. Et ceci non pas au seul motif de recevoir à nouveau du pétrole et du gaz! Donnons donc la parole de clôture à Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères: «Nous constatons avec regret que le statut neutre de la Suisse commence à se fissurer et que cette évolution se prolonge dans la durée. [...] Il est regrettable que les évaluations et les approches actuelles de la Berne officielle, concernant le règlement du conflit en Ukraine, dépassent de loin celles que l'on pourrait qualifier de neutres ou réfléchies. Il va de soi que cet aspect jouera un rôle dans le dialogue avec Berne, tant en ce qui concerne l'agenda bilatéral que l'agenda international de la Russie.»¹¹ Il nous faudrait tous prendre en considération ce sérieux avertissement!

¹ Drohende Energie-Krise. Sommaruga: Eine Gas-Mangellage würde uns hart treffen. SRF News. Live-ticker de la conférence de presse du Conseil fédéral du 29/06/2022

² DETEC: Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication. DEFR: Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche.

³ Rhyn, Larissa. Energieknappheit. Frau Sommaruga, müssen wir bald mit einem Energie-Alarm rechnen? Interview dans: SRF Tagesschau du 29/06/2022

⁴ «Energie: le Conseil fédéral et la branche renforcent l'approvisionnement en gaz et se préparent à d'éventuelles pénuries». Communiqué de presse du Conseil fédéral du 29/06/22

⁵ Felber-Eisele, Philipp; Häne, Stefan. Energieversorgung in Europa. Schweizer Gasleitung wird zum politischen Pfand. Dans: Tages-Anzeiger du 3/07/22

⁶ Association Suisse de l'Industrie Gazière ASIG. «L'industrie gazière continue à assurer l'approvisionnement hivernal 2022/23». Communiqué de presse du 29/06/2022

⁷ voir par exemple Politique suisse actuelle en matière d'électricité. La sécurité de l'approvisionnement en électricité n'est pas gratuite. Dans: Horizons et débats du 22/02/2022

⁸ Drohende Energie-Krise. Sommaruga: «Eine Gas-Mangellage würde uns hart treffen». Actualités de la SRF. Live-ticker de la conférence de presse du 29/06/2022.

⁹ Forster, Christof. «Energiewende: Mehrheit der Bevölkerung ist laut Umfrage für deutliche Abstriche beim Umweltschutz und schlankere Verfahren». Dans: Neue Zürcher Zeitung du 31/05/2022

¹⁰ voir www.ostr.ch.
¹¹ Russland will die Ukraine schützen. Interview de Guy Mettan avec la porte-parole du Ministère russe des Affaires Étrangères, Maria Zakharova. Dans: Weltwoche, 30/06/2022

L'autre point de vue/document

La guerre éclair économique contre la Russie a échoué

Le discours de Président Vladimir Poutine lors de 25^e Forum économique international de Saint-Petersbourg (extraits)



Le Président Vladimir Poutine lors de son discours à Saint-Petersbourg. (photo Sergeï Bobylev, TASS)

hd. Lors du 25^e Forum économique international de Saint-Petersbourg, le président russe Vladimir Poutine a tenu un discours d'environ une heure. Dans la première partie de son discours, il a évoqué la situation économique mondiale en pleine mutation et le rôle de la Russie dans ce contexte. Dans la deuxième partie, il a énuméré très concrètement les plans de développement de l'économie russe, des plans qui rappellent également le concept d'économie sociale de marché et qui sont conçus pour l'ensemble de la société. Il s'est opposé au mot d'ordre d'autarcie de l'économie russe, soulignant au contraire l'importance essentielle des relations économiques internationales, mais, dans un avenir proche, guère avec les économies de l'«Occident». Toutefois, il a surtout insisté sur la souveraineté de son pays, comme de tout autre pays, en matière d'ordre économique. Nous documentons des extraits de la première partie du discours et renvoyons à la traduction allemande de l'intégralité du discours, que s'est procurée Thomas Röper.¹ Les intertitres ont été placés par Horizons et débats.

Il y a deux ans, lorsque je me suis exprimée au Forum de Davos, j'affirmais que l'ère d'un monde unipolaire était terminée. Le changement est un processus naturel de l'Histoire car il est difficile de réconcilier la diversité des civilisations et la richesse des cultures de la planète avec des stéréotypes politiques, économiques imposés aux autres par un seul centre de manière brutale et sans compromis.

L'erreur se trouve dans le concept lui-même. Comme le concept le formule: il y a un seul pouvoir puissant avec un cercle limité de pays alliés, proches. Ce sont uniquement les Etats forts qui prennent les décisions dans une seule direction. Mais cela ne peut pas fonctionner.

Après s'être déclaré victorieux dans la Guerre froide, les Etats Unis se sont auto-proclamés les messagers de Dieu sur terre dont leurs seuls intérêts sont considérés comme sacrés, mais pas d'obligations. Ils ont ignorés le fait que dans le monde entier, lors des dix dernières décennies, se sont développés de nouveaux centres puissants. Et ces centres ont développé des modèles et des institutions dynamiques. Il n'est plus possible d'ignorer leurs intérêts, ils ont le droit de protéger et de défendre leur souveraineté nationale.

Changements fondamentaux

Je le répète, ces changements ont un caractère fondamental et indéniable. Je dirai qu'il est impossible de rester assis et d'attendre que tout se déroule comme avant. Mais cela ne va pas se produire comme cela.

Cependant il semblerait que certains leaders occidentaux restent centrés sur leurs illusions et s'accrochent aux idées du passé car ils pensent que la domination par l'Occident du système mondial est éternelle. Ils nient simplement la réalité, ils essaient de contredire le courant de l'Histoire en demeurant dans leurs propres illusions. En restant dans l'illusion d'avant, ce que l'on nomme le milliard d'or. Ils regardent le reste du monde comme leurs colonies et considèrent les habitants des pays comme des hommes de seconde catégorie.

De là provient leur désir de punir ceux qui ne rentrent pas dans les rangs, ceux qui ne veulent pas se soumettre. Mais en même temps ils violent leurs propres principes éthiques et remettent en question la souve-

«Je vais dire aussi quelque chose à propos de notre opération: oui, elle a eu une certaine importance, mais les racines se trouvent précisément là, dans leur politique économique erronée. Pour l'Occident, le lancement de notre opération dans le Donbass est une bouée de sauvetage qui leur permet de faire porter le chapeau de leurs propres erreurs de jugement à d'autres, en l'occurrence la Russie. Mais toute personne ayant au moins une éducation de base comprend les véritables raisons de la situation actuelle.»

raineté de certains états. Par exemple: la Yougoslavie, la Syrie, la Lybie et l'Irak, pour n'en nommer que quelques-uns. On essaie d'isoler les Etats qui vont à l'encontre de leurs opinions. Même le sport, même les jeux olympique, même la culture sont interdits en fonction de leur provenance et cela concerne aussi les sanctions contre la Russie qui sont infondées et déraisonnables. La rapidité avec laquelle elles sont appliquées est incroyable. Leurs sanctions sont sans précédent. Ils veulent tout simplement l'écroulement de l'économie russe. Ils essaient de frapper l'industrie, les finances et le niveau de vie des Russes.

Cuisant échec

Mais ils n'y arrivent pas. C'est évident. Ils n'y arrivent pas. Les entrepreneurs russes, les organes de pouvoir ont travaillé de façon unie. Les citoyens ont fait preuve d'unité également.

Nous avons réussi à stabiliser les marchés financiers, les marchés bancaires. Nous avons réinjecté des liquidités, nous avons assuré la stabilité des industries, nous assurer les lieux de travail pour les travailleurs. Et donc les pronostics de ces trente ans n'ont pas eu lieu mais nous comprenons d'où venaient ces prédictions concernant le cours du dollar qui allait augmenter, l'effondrement de notre économie. C'étaient des tentatives de pression psychologiques sur notre milieu d'affaires. Par ailleurs certains de nos milieux d'affaires et leurs dirigeants ont succombé à ce type de pression catastrophique. Nous devons souligner, encore une fois, que nous devons rester honnêtes et extrêmement réalistes dans nos conclusions. Nous devons croire en nos forces, c'est extrêmement important. Nous sommes forts, nous pouvons faire face à n'importe quelle tâche. Les acquis de plusieurs millénaires de notre pays le démontrent.

Trois mois après les sanctions, nous avons réussi à juguler l'inflation. Notre situation se stabilise. Nos finances sont stables. Nous avons un surplus de 3 milliards de roubles et donc cette situation positive concernant notre budget national a plus que quadruplé les prévisions. Donc nous avons eu la possibilité de reconsolider et de refonder nos marchés internes. Nous avons pris des mesures spécifiques, je vous l'ai déjà dit, de réinjecter des liquidités dans l'activité de nos entreprises, et tout ceci dans le deuxième trimestre de cette deuxième année. Aujourd'hui nos compagnies internationales ont beaucoup plus de souplesse de fonctionnement. En ce qui les concerne, ils pourront être repartis et reculés et nous pourrons faire autant pendant 12 mois à partir de l'année prochaine. Nous avons également baissé les taux d'hypothèque au mois de mai. Nous avons prolongé le programme

de soutien pour permettre à la population russe de continuer à investir dans l'immobilier. Notre Banque centrale nationale continue à descendre les taux d'intérêt et je propose de continuer encore à descendre le taux d'intérêt à 7%; je voudrai attirer votre attention sur le fait que l'action de ce programme initié durera et se terminera à la fin de cette année.

Une arme à double tranchant

Une fois encore, la blitzkrieg à l'égard de la Russie n'a pas eu de succès et, comme vous le savez, l'arme de sanction est à double tranchant, elle agit dans les deux sens aussi bien contre ceux qui l'inventent que ceux qui la subissent.

Nous savons qu'au niveau des leaders européens, à un niveau informel, des perspectives inquiétantes sont discutées. Ils affirment que non seulement les sanctions concernent la Russie mais aussi les pays de l'UE. Ils ont déjà menacés leurs propres économies par l'emploi de ces sanctions, aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis. Nous voyons de sérieux problèmes économiques et sociaux surgir; la nourriture, l'électricité, le fuel dont les prix augmentent, la qualité du niveau de vie et le mode de fonctionnement des entreprises baissent.

Nous avons procédé à quelques calculs. Selon les experts, depuis le début des sanctions, les pertes des Européens pourraient constituer un montant de 400 millions de dollars au cours de cette année. Ceci est le prix à payer de sanctions émises en dépit de tout bon sens.

Maintenant l'inflation dans les pays européens a dépassé 20%; l'inflation aux Etats-Unis est aussi inacceptable, la plus élevée depuis ces 40 dernières années.

Bien sûr, l'inflation en Russie se situe entre ces deux chiffres. Cependant nous avons déjà réussi à procéder à l'indexation de nos salaires ainsi que de nos retraites pour assurer le revenu minimal des couches les plus défavorisées de la population, et dans le même temps nous avons réussi à soutenir le système bancaire.

[...]

Principales différences

Ceci constitue notre principale différence avec les pays de l'UE, où l'inflation galopante est directement liée à une perte de revenus réels de la population et englutit leurs économies. Les conséquences directes de la crise affectent les couches les plus défavorisées de la population.

Nous savons aussi que les pertes pour les entreprises européennes sont énormes, que l'économie européenne perd de sa vitesse de croissance pour plusieurs années. Les pays européens ont des problèmes systémiques profonds et qui vont s'accroître.

«D'énormes quantités d'argent ont été imprimées, et puis après? Où est passé tout cet argent? C'est évident: il a entre autres servi à acheter des biens et des services en dehors des pays occidentaux; c'est là qu'il est allé, cet argent imprimé. Ils ont commencé à tout «absorber», au sens propre du terme, à «absorber» les marchés mondiaux. Bien sûr, personne n'a pensé aux intérêts des autres nations, pas non plus des plus pauvres, qui ont dû se contenter des «restes», et cela à des prix astronomiques.»

Les conséquences directes des politiques européennes actuelles sont l'exacerbation, la fissure qui existent dans leurs sociétés et les diverses couches de leurs sociétés. Aujourd'hui ces contradictions sont étouffées ou mises sous le tapis. Mais quand on observe les forces qui arrivent au pouvoir en Europe, c'est juste incroyable. Les participants changent mais le sens des politiques ne change pas.

On constate l'augmentation des courants populistes. On remarque la corruption des élites qui pourraient entraîner les changements. Aujourd'hui nous pensons que les nouvelles formations ressemblent aux anciennes. Les réels intérêts du peuple et des affaires nationales sont relégués à la périphérie.

Conséquences graves

Une telle déconnexion de la réalité et des demandes de la société mènera à l'émergence du populisme et des mouvements extrémistes et radicaux, des changements sociaux-économiques, des corruptions et des changements d'élites à court terme. [...]

Les tentatives de sauver les apparences et le discours de taux acceptables au nom d'une pseudo-unité ne peuvent pas cacher cette principale situation: l'UE a perdu sa souveraineté politique et son élite bureaucratique est à la solde de ceux qui lui dictent ce qu'il y a à faire et à ne pas faire. Les gouvernements trahissent ainsi leurs propres peuples, détruisent leurs économies et leurs entreprises.

Il y a ici d'autres sujets critiques. La détérioration de la situation économique globale n'est pas un événement récent [...] Elle n'est pas la conséquence d'une opération militaire déclenchée par la Russie dans le Donbass. Parler ainsi relève d'une distorsion des faits.

L'émergence de l'inflation dans les marchés de production et de consommation était bien là, des années auparavant de ces événements survenus cette année. Le monde a été mené dans cette direction, progressivement, par des années de politiques macro-économiques irresponsables poursuivies par les pays du G7 qui ont pratiqué une politique d'accumulation des dettes pendant de nombreuses années. Cela s'est aggravé pendant l'épidémie de coronavirus en 2020 quand l'offre et la demande avaient diminué de façon drastique. [...]

Parce qu'ils ne pouvaient pas ou ne voulaient pas essayer d'autres stratégies, les gouvernements des pays d'économie occidentale ont tout simplement accéléré le fonctionnement de la planche à billets.

La facilité d'une telle procédure a généré des déficits budgétaires sans précédent. [...]

Les deux dernières années, la masse d'argent a augmenté de plus de 38% aux Etats-Unis; cela fait plus de 5,9 trillions de dollars. Quelques pays seulement peuvent dépasser ce nombre.

La masse d'argent a aussi augmenté dans l'UE, de façon dramatique. Elle a augmenté de 20%, soit 2,5 trillions d'euros.

Ces derniers temps, j'entends de plus en plus parler de la soi-disant – pardonnez-moi, je n'aime pas me mentionner moi-même, mais je dois le dire – nous entendons tous parler de la soi-disant «inflation poutinienne» en Occident. Quand je vois ça, je me dis toujours: à qui ces bêtises sont-elles destinées? Peut-être à ceux qui ne savent ni lire ni écrire. Les personnes sachant au moins lire comprendront ce qui se passe réellement.

Les vraies causes ne se trouvent pas en Russie

La Russie et nos mesures pour la libération du Donbass n'ont absolument rien à voir avec cela. La hausse actuelle des prix, l'inflation, les problèmes de denrées alimentaires et de carburant, d'essence et d'énergie en général sont le résultat d'erreurs systémiques dans la politique économique de l'actuel gouvernement américain et des euro-bureaucrates. C'est là que se trouvent les causes, et nulle part ailleurs.

Suite page 5

«La guerre éclair»

suite de la page 4

Je vais dire aussi quelque chose à propos de notre opération: oui, elle a eu une certaine importance, mais les racines se trouvent précisément là, dans leur politique économique erronée. Pour l'Occident, le lancement de notre opération dans le Donbass est une bouée de sauvetage qui leur permet de faire porter le chapeau de leurs propres erreurs de jugement à d'autres, en l'occurrence la Russie. Mais toute personne ayant au moins une éducation de base comprend les véritables raisons de la situation actuelle.

D'énormes quantités d'argent ont été imprimées, et puis après? Où est passé tout cet argent? C'est évident: il a entre autres servi à acheter des biens et des services en dehors des pays occidentaux; c'est là qu'il est allé, cet argent imprimé. Ils ont commencé à tout «absorber», au sens propre du terme, à «absorber» les marchés mondiaux. Bien sûr, personne n'a pensé aux intérêts des autres nations, pas non plus des plus pauvres, qui ont dû se contenter des «restes», et cela à des prix astronomiques.

Fin 2019, les importations aux Etats-Unis s'élevaient à environ 250 milliards de dollars par mois, et elles ont entre-temps atteint 350 milliards de dollars. Fait remarquable, avec 40 %, l'augmentation a été proportionnelle au gonflement non couvert de la masse monétaire en dollars au cours des dernières années. Ils ont imprimé cet argent, l'ont distribué et utilisé pour siphonner toutes les marchandises des marchés des autres pays.

D'énormes déséquilibres dans les pays occidentaux au cœur du problème

J'ajouterai ceci: les Etats-Unis ont longtemps été un important fournisseur de denrées alimentaires pour le marché mondial, et ils ont raison d'être fiers de leur agriculture, de leur tradition en la matière, qui est un modèle pour beaucoup, y compris pour nous d'ailleurs. Mais aujourd'hui, le rôle de l'Amérique a changé de façon spectaculaire. Le pays est passé d'un statut d'exportateur net de denrées alimentaires à celui d'importateur net. En gros, ils impriment de l'argent et attirent des flux de matières premières en achetant des produits alimentaires dans le monde entier.

Un taux d'augmentation encore plus élevé des importations de marchandises est observé dans l'Union européenne. Il est clair que cette forte augmentation de la demande, à laquelle ne répond pas une offre de marchandises correspondante, a été le déclencheur de la vague d'inflation mondiale et de déficits. C'est de là que vient l'inflation mondiale. Ces dernières années, presque tous les biens sont devenus plus chers: les matières premières, les biens de consommation et surtout les denrées alimentaires.

Oui, bien sûr, ces pays, y compris les Etats-Unis, continuent d'exporter, mais l'équilibre entre les exportations et les importations s'est déjà déplacé dans l'autre sens: je crois que le chiffre des importations est déjà de 17 milliards supérieur à celui des exportations. C'est de cela qu'il s'agit.

Selon les Nations unies, en février dernier, l'indice mondial des prix des denrées alimentaires était 50% plus élevé qu'en mai 2020, et l'indice combiné des matières premières a doublé au cours de la même période.

Un nouvel ordre monétaire misant sur des valeurs réelles

Dans ce contexte d'ouragan inflationniste, de nombreux pays en développement se posent une question légitime: pourquoi échanger des matières premières contre des dollars et des euros qui perdent de leur valeur sous leurs yeux? Au final, l'économie d'unités imaginaires est inévitablement remplacée par une économie de valeurs et d'actifs réels.

Selon le FMI, les réserves mondiales de devises s'élèvent actuellement à 7100 milliards de dollars et 2500 milliards d'euros, et cet argent se dévalue d'environ huit pour cent par an. En plus, il peut être confisqué, volé à tout moment, si la politique de l'un ou l'autre pays ne plaît pas aux Etats-Unis. C'est devenu très réel pour de nombreux pays qui détiennent leurs réserves de devises dans ces monnaies.

Selon une analyse d'experts objective, il n'y aurait pas d'autre possibilité lors de tels déficits qu'une conversion des réserves mon-

«Pour être honnête, personne en Occident ne s'intéresse au développement de l'économie ukrainienne ou au bien-être de ses habitants; ils s'en moquent, mais ils n'ont jamais lésiné sur l'argent pour créer une tête de pont de l'OTAN à l'Est, dirigée contre la Russie, pour nourrir l'agressivité, la haine et la russophobie, et cela continue aujourd'hui.»

diales en ressources réelles provenant bien sûr d'autres pays, telles que denrées alimentaires, énergie et d'autres matières premières. Ce processus devrait déjà avoir lieu ces prochaines années, et il est évident qu'il continuera à alimenter l'inflation mondiale en dollar.

Politique économique erronée de l'Occident – bien avant l'opération dans le Donbass

En ce qui concerne l'Europe, l'échec de la politique énergétique, la confiance aveugle dans les énergies renouvelables et le négoce du gaz naturel en bourse, qui ont entraîné une forte hausse des coûts de l'énergie, ont en outre contribué à la hausse soudaine et importante des prix, que nous avons pu observer depuis le troisième trimestre de l'année dernière, là encore bien avant le début de notre opération dans le Donbass. Nous n'y sommes absolument pour rien. Ils sont eux-mêmes la cause de cet échec, les prix ont grimpé en flèche et ils cherchent à nouveau des coupables.

Les mauvais calculs de l'Occident ont non seulement entraîné une hausse des prix de nombreux biens et services, mais aussi une baisse de la production d'engrais, notamment d'engrais azotés à base de gaz naturel. Dans l'ensemble, entre le milieu de l'année dernière et février de cette année seulement, le prix des engrais au niveau mondial a augmenté de plus de 70 %.

Malheureusement, il n'y a actuellement aucun signe d'inversion de cette tendance. Ces circonstances les ont poussés à bloquer le travail de leurs entreprises et la logistique des livraisons d'engrais en provenance de Russie et de Biélorussie, ce qui n'a fait qu'empirer la situation.

Il n'est pas difficile de prédire la suite des événements. Une pénurie d'engrais signifie une baisse des rendements et donc le risque d'une pénurie de denrées alimentaires sur le marché mondial, ce qui entraînera des prix encore plus élevés, menaçant de famine surtout les pays les plus pauvres. Et cela pèsera entièrement sur la conscience du gouvernement américain et des euro-bureaucrates.

Je voudrais insister une fois de plus: ce problème n'est pas apparu aujourd'hui, ni au cours des trois ou quatre derniers mois, et ce n'était définitivement pas la faute de la Russie, comme certains démagogues l'expliquent aujourd'hui en essayant de rejeter sur notre pays la responsabilité de tout ce qui se passe dans l'économie mondiale.

[...] La situation s'est envenimée depuis des années, alimentée par les actions à courte vue de ceux qui ont l'habitude de résoudre leurs problèmes au détriment des autres, qui se sont appuyés et s'appuient encore sur le mécanisme d'émission monétaire pour acheter trop, attirer les flux commerciaux et ainsi aggraver les déficits et provoquer des catastrophes humanitaires dans certaines parties du monde. Je voudrais ajouter ceci: il s'agit essentiellement de la même politique coloniale prédatrice exercée par le passé, mais bien sûr sous une nouvelle forme, dans une nouvelle édition, beaucoup plus subtile et raffinée. On ne comprend pas tout de suite ce qui se passe.

«Bien sûr, une tâche aussi complexe ne peut pas être résolue, comme on dit, en un claquement de doigts. Il faut poursuivre le travail de manière systématique et en pensant à l'avenir. C'est exactement comme cela que travaille la Russie, en mettant en œuvre des plans à long terme pour le développement des secteurs économiques et le renforcement du domaine social. Les défis actuels n'entraînent que des ajustements et des affinements de ces plans, mais ils n'en modifient pas l'orientation stratégique.»

L'approvisionnement en denrées alimentaires: tâche la plus importante de la communauté mondiale

La principale tâche de la communauté mondiale consiste désormais à améliorer l'approvisionnement du marché mondial en denrées alimentaires, tout en répondant aux besoins des pays où la situation alimentaire est particulièrement précaire. Une fois qu'elle aura assuré son alimentation et son marché intérieurs, la Russie pourra augmenter considérablement ses exportations de denrées alimentaires et d'engrais. Nos réserves de céréales, par exemple, peuvent atteindre 50 millions de tonnes la saison prochaine.

Nous dirigerons nos livraisons en priorité vers les pays où les besoins alimentaires sont les plus importants et où il existe un risque croissant de famine. Il s'agit avant tout de pays africains et du Moyen-Orient. [...]

La Russie est prête à contribuer à l'équilibre des marchés agricoles mondiaux, et nous saluons naturellement l'ouverture de nos collègues de l'ONU à un dialogue sur ce sujet. Ils comprennent l'urgence du problème alimentaire mondial. Le sujet d'un tel dialogue pourrait être la création de conditions logistiques et financières normales pour l'augmentation des exportations russes de denrées alimentaires et d'engrais. En ce qui concerne les exportations alimentaires ukrainiennes vers les marchés mondiaux, et je ne peux m'empêcher de mentionner qu'il y a malheureusement aussi beaucoup de spéculations à ce sujet, nous n'entrevoyons rien. Ce n'est pas nous qui avons miné les ports ukrainiens de la mer Noire. Qu'ils nettoient les mines et qu'ils exportent. Nous veillerons à la sécurité des navires marchands, il n'y a aucun doute là-dessus.

Mais de quoi parlons-nous? Le ministre américain de l'agriculture estime que l'Ukraine a environ six millions de tonnes de blé, que nous estimons plus proches des cinq millions de tonnes, et sept autres millions de tonnes de maïs. C'est tout. Et quand on sait que le monde produit 800 millions de tonnes de blé, alors vous comprenez bien que cinq millions de tonnes pour le marché mondial, ça ne fait absolument aucune différence.

Pourtant, ils ont des possibilités d'exportation, et pas seulement via les ports de la mer Noire. Allez-y, exportez via la Biélorussie, qui est d'ailleurs l'option la plus économique. Via la Pologne, la Roumanie, tout ce que vous voulez. Il y a cinq ou six possibilités pour l'exportation. [...] Mais aussi le risque que ces céréales soient utilisées pour payer les armes livrées. Ce serait alors assez triste.

L'attitude de refus occidentale à l'origine de l'opération militaire dans le Donbass

Chers amis! Comme je l'ai déjà dit, le monde moderne traverse une période de changements profonds. Les institutions internationales s'effondrent et échouent. Les garanties de sécurité sont dévaluées. L'Occident a refusé par principe d'honorer les engagements pris par le passé. Il s'avère tout simplement impossible de conclure de nouveaux accords avec l'Occident.

Dans cette situation, dans un contexte de risques et de menaces croissants pour nous, la décision de la Russie de mener l'opéra-

tion militaire était une décision forcée. Une décision difficile, bien sûr, mais une décision contraignante et nécessaire. C'est la décision d'un pays souverain qui a pleinement le droit, fondé d'ailleurs sur la charte de l'ONU, de défendre sa sécurité. C'était une décision visant à protéger nos citoyens et les habitants des républiques populaires du Donbass, qui subissent depuis huit ans un génocide perpétré par le régime de Kiev et des néonazis, lesquels bénéficient de la protection totale de l'Occident.

L'Occident n'a pas seulement tenté de mettre en œuvre le scénario «anti-russe», il a également participé activement au développement militaire du territoire ukrainien en inondant littéralement l'Ukraine d'armes et de conseillers militaires. Et il continue de le faire aujourd'hui. Pour être honnête, personne en Occident ne s'intéresse au développement de l'économie ukrainienne ou au bien-être de ses habitants; ils s'en moquent, mais ils n'ont jamais lésiné sur l'argent pour créer une tête de pont de l'OTAN à l'Est, dirigée contre la Russie, pour nourrir l'agressivité, la haine et la russophobie, et cela continue aujourd'hui. [...]

Défense de la souveraineté politique et de l'identité nationale de la Russie

Au 21^e siècle, la souveraineté ne peut pas être partielle, fragmentaire. Tous ses éléments ont la même importance, ils se renforcent et se complètent mutuellement. C'est pourquoi il est important pour nous de défendre non seulement notre souveraineté politique et notre identité nationale, mais aussi de renforcer tout ce qui fait l'indépendance économique du pays, son autonomie et son indépendance financière, personnelle et technologique. Les sanctions de l'Occident reposent sur la thèse erronée selon laquelle la Russie n'est pas souveraine sur le plan économique et qu'elle est très vulnérable. Ils étaient tellement occupés à répandre des mythes sur l'arriération de la Russie et sa faible position dans l'économie et le commerce mondiaux, qu'ils semblent y avoir cru eux-mêmes. En planifiant leur blitzkrieg économique, ils n'ont pas remarqué, ils ont tout simplement ignoré les faits réels, que notre pays a changé au cours des dernières années. Et ces changements sont le résultat du travail que nous avons planifié pour créer une structure macroéconomique durable, pour garantir la sécurité alimentaire, pour mettre en œuvre des programmes de substitution des importations, pour créer notre propre système de paiement, et ainsi de suite.

Bien sûr, les sanctions ont placé le pays devant de nombreux défis difficiles. Certaines entreprises continuent d'avoir des problèmes de fournisseurs. Toute une série de solutions technologiques ne sont plus disponibles pour nos entreprises. La logistique est perturbée.

Mais d'un autre côté, tout cela nous ouvre de nouvelles possibilités; nous le disons souvent, mais c'est vraiment le cas. Tout cela nous incite à construire une économie souveraine, dotée d'un potentiel technologique, productif, humain et scientifique complet, et non partiel.

Bien sûr, une tâche aussi complexe ne peut pas être résolue, comme on dit, en un claquement de doigts. Il faut poursuivre le travail de manière systématique et en pensant à l'avenir. C'est exactement comme cela que travaille la Russie, en mettant en œuvre des plans à long terme pour le développement des secteurs économiques et le renforcement du domaine social. Les défis actuels n'entraînent que des ajustements et des affinements de ces plans, mais ils n'en modifient pas l'orientation stratégique. ●

¹ https://www.anti-spiegel.ru/2022/putins-abrechnung-mit-dem-westen-der-wirtschaftliche-blitzkrieg-ist-gescheitert/?doing_wp_cron=1656170257.7707030773162841796875 du 18/06/22; la version anglaise du discours, autorisée par le cabinet présidentiel russe, y compris la discussion qui a suivi, se trouvent sur <http://en.kremlin.ru/events/president/news/68669> du 17/06/2022

² 1000 roubles correspondent actuellement à environ 17 francs suisses. [Note de la rédaction]

«Ce qui est diffusé dans nos médias, c'est de la propagande, ce n'est pas réel»

Un ancien défenseur de la «stratégie du choc» économique accuse l'Occident de mensonge dans le conflit ukrainien

ts. Economiste américain primé, directeur du *Sustainable Development Solutions Network* de l'ONU ainsi que directeur de l'Institut de la Terre à la prestigieuse *Columbia university* de New York, membre de l'*Académie pontificale des sciences sociales* depuis 2021, *Jeffrey David Sachs* n'est pas n'importe qui. Né en 1954, il a enseigné à la faculté d'économie de l'université de *Harvard* à partir de 1983, été conseiller pour le *FMI*, la *Banque mondiale*, l'*OCDE*, l'*OMC* et le *PNUD*, et témoigne être profondément préoccupé par la situation mondiale qui prévaut actuellement. Cet état d'âme envahit pourtant un «homme d'action» qui s'était forgé une réputation douteuse de «libéralisateur radical» – à partir de 1985 en Bolivie, les années suivant 1989 en Pologne, et après le tournant de 1991 en Russie. Concernant son «profil», Wikipédia le présente en ces termes: «En 1989, la Yougoslavie a conclu le programme dit «Markovic-Sachs» avec le *FMI*, projet qui n'a vu le jour que sur l'insistance du *FMI*. En l'espace de quelques mois, une libéralisation radicale des importations a été mise en œuvre en 1989/90, ce qui a entraîné la faillite de 2435 entreprises employant au total 1,3 million de personnes à la fin de l'année 1990. Le produit national brut de la Yougoslavie a chuté de 7,5% en 1990 et de 15% en 1991.» La politique de privatisation rapide qu'il recommandait, dans le style d'une thérapie de choc, a contribué à l'effondrement économique rapide du bloc de l'Est selon la conclusion de *Joseph E. Stiglitz*.

Aujourd'hui par contre, toujours selon Wikipédia, Sachs s'engage «en faveur de l'annulation de la dette des pays extrêmement pauvres et pour la lutte contre les maladies, en particulier le sida, dans les pays en développement. Il critique l'*OMC* et le *FMI*, reprochant aux bailleurs de fonds des organisations mentionnées ci-dessus qu'ils ne sont pas prêts à fournir une aide efficace aux per-

«L'Ukraine ne désigne que l'ultime catastrophe des néo-conservateurs américains en série» (Jeffrey Sachs)

«La guerre en Ukraine est l'aboutissement d'un projet de 30 ans du mouvement néoconservateur américain. Le gouvernement Biden se compose des mêmes esprits néoconservateurs qui ont soutenu les guerres américaines en Serbie (1999), en Afghanistan (2001), en Irak (2003), en Syrie (2011) et en Libye (2011) et provoqué l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le bilan des néocons est un véritable désastre, et pourtant Biden a fait appel à eux dans son équipe. Il en découle que Biden dirige l'Ukraine, les Etats-Unis et l'Union européenne vers une nouvelle débâcle géopolitique. S'il reste une once de discernement à l'Europe, elle prendra aussitôt ses distances avec ces

débâcles résultant de la politique étrangère des Etats-Unis. [...]

Les idées des néoconservateurs reposent sur l'hypothèse erronée selon laquelle les Etats-Unis seraient en mesure de dicter leurs conditions à toutes les régions du monde, et ceci en raison de leur présumée supériorité militaire, financière, technologique et économique. Cette position est empreinte d'un hubris et d'un mépris pour les faits qui ont pris des dimensions inquiétantes.»

Source: Jeffrey Sachs. *Die Ukraine ist die neueste Katastrophe amerikanischer Neokons*, «*Berliner Zeitung*» du 30/06/22

sonnes extrêmement pauvres. Il trouve révolutionnaire que le gouvernement américain refuse de consacrer 0,7 % du produit national brut à l'aide au développement.»

En ce qui concerne la guerre en Ukraine, la prise de position de Sachs est sans équivoque. Dans une interview diffusée le 13 mai 2022, intitulée «Jeffrey Sachs on Ending the Russia-Ukraine War»¹, il affirme, en tant que personne qui se trouve en déplacement pratiquement perpétuel dans le monde entier et qui a accès aux personnalités de premier plan partout: «Ce que nous font entendre et lire nos médias, c'est de la propagande, ce n'est pas réel. Ce qui s'impose, c'est de négocier, mais Biden bloque les démarches». Sachs affirme avoir été engagé en Russie depuis les années 1990 et qu'à l'époque, on avait promis à *Gorbatchev* que l'OTAN ne s'élargirait point vers l'Est; et que *Poutine* n'avait cessé d'insister sur ce point. Sachs ajoute: «Nous sommes des menteurs, je suis désolé, nous avons triché.» Sachs insiste sur le fait que les accords de Minsk ont été signés et que «quand *Poutine* dit ce qu'il en est des accords de Minsk, il se fait engueuler ou ignorer [...]. Je peux vous dire que je sais que je vais rece-

voir une multitude de courriels, provenant de Canadiens ukrainiens ou d'Américains ukrainiens, qui m'imploreront sur le ton de «Eh, Sachs, tu es fou, qu'est-ce que tu racontes?» Mais la vérité est que la diplomatie joue un rôle crucial si l'on veut éviter les guerres.»

«Au fond, tout tourne autour de la notion d'exceptionnalisme»

En 2018 déjà, Sachs avait exprimé des opinions fondamentales sur la politique étrangère américaine. Dans une conférence intitulée «The End of American Exceptionalism»², il ne mâche pas ses mots quant à la politique américaine actuelle, non seulement sur la politique intérieure, mais aussi sur celle à portée internationale. Il résume ainsi son analyse: «Nous nous trouvons à la croisée des chemins. En 1941, *Henry Luz* a proclamé le siècle américain. En 1992, lorsque l'Union soviétique s'est effondrée, nous étions le colosse, la nouvelle Rome, la seule superpuissance du monde. Je me dois d'affirmer que c'était une grande illusion. L'idée qu'il existe une seule puissance qui domine le monde, notamment celle basée sur le fait qu'un pays représentant 4,4 % de la population mondiale s'arroge le droit de diri-

ger le monde, d'être la superpuissance, est à mon avis aussi naïve que dangereuse. Au fond, il s'agit là d'une variante de ce qui est conçu par le terme d'*exceptionnalisme*, concept qui imprègne toute l'histoire américaine et qui part précisément de l'idée que nous autres Américains peuplerions un pays extraordinaire. A mon avis, cette idée fixe constitue un danger pour nous-mêmes aussi. Nous avons dépensé nos forces au point de nous trouver actuellement dans un état d'épuisement. Entretenir des bases militaires dans plus de 70 pays du monde, imaginez, plus de 700 bases à travers le monde entier! Des guerres qui s'éternisent, depuis celle en Afghanistan. La violence qui règne sur la quasi-totalité du Proche-Orient, pensez à la Libye, et ensuite à toutes nos opérations de drones et à nos infiltrations en Afrique, au Moyen-Orient et ailleurs. Actuellement nous sommes en effet devenus un danger pour nous-mêmes, hantés par cette idée d'exceptionnalisme, un concept tout à fait anachronique.» Au cours de cette interview, Sachs critique notamment la politique étrangère américaine établie, qui dure depuis des décennies, quand il dit: «Elle [la politique étrangère américaine] est devenue de plus en plus irrationnelle et a dérapé parce que les parts liées à l'économie mondiale, aux finances globales et à la technologie dominée par les Etats-Unis ont constamment diminué ces derniers temps. Autrefois, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, nous étions en effet le colosse économique. Nous étions ceux qui avaient su éviter les attaques sur notre sol, à l'exception de la journée de *Pearl Harbor*, et nous étions en effet une puissance militaire, technologique et financière. Mais avec le temps, d'autres pays et d'autres régions se sont développés. La Chine est bien sûr le cas le plus remarquable de développement économique que le monde ait connu. En l'espace de 40 ans, 1,4 milliard de personnes sont sorties de la pauvreté. Et quelle est la réalité des Etats-Unis aujourd'hui? Mais nous nous prenons toujours comme le pays indis-pensable à tous, nous continuons à insister sur la *prééminence américaine* dans chaque région du monde.»

Il faudra se rappeler ce que dit *Kishore Mahbubani* depuis longtemps déjà. Cet intellectuel qui, selon *Newsweek*, compte parmi les cent esprits les plus influents de nos temps modernes, insiste sur le fait que la domination occidentale est arrivée à ses termes: elle a été une aberration de l'histoire et l'écrasante majorité des habitants de notre planète ne vit pas en l'Occident et insiste sur son droit d'être prise au sérieux. Si les paroles de Jeffrey Sachs y contribuent, ce sera déjà beaucoup.

Mais où sont les voix des intellectuels européens?

¹ <https://www.youtube.com/watch?v=e1qIXKMPks>

² <https://www.youtube.com/watch?v=kZU0IX07AQw>

Oskar Lafontaine: «Aucun gouvernement fédéral

ne doit s'arroger le droit d'appauvrir des millions d'Allemands ou de ruiner l'économie allemande»

«Je ne supporte plus les jérémiades des *Steinmeier*, *Scholz* et autres sur les bouleversements sociaux qui surviendront si le prix du gaz triple. Face à l'incapacité de s'approvisionner en énergie autrement qu'auprès d'Etats comme les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Russie, Etats auxquels on reproche de mener des guerres contraires au droit international, il faut au moins privilégier le fournisseur qui offre la meilleure marchandise au prix le plus avantageux. C'est le cas de la Russie. A cela s'ajoute l'évidence de plus en plus incontournable que l'économie allemande est étroitement liée à la Russie pour de nombreuses autres matières premières et pièces de rechange nécessaires.

On ne le répétera jamais assez: A ceux qui rompent les liens avec un Etat et qui le justifient par le fait qu'il commettrait des violations

des droits de l'homme, il faut par conséquent et avant tout interdire de commercer avec les Etats-Unis puisque ce sont eux qui sont responsables de la plupart des violations des droits de l'homme dans le monde.

Quelle image on ne peut plus déplorable de voir *Biden* auprès de *Scholz* lors de la conférence de presse à Washington, ce qui ne laisse aucun doute sur ceux qui décident si le gazoduc *Nord Stream 2* en mer Baltique sera mis en service ou non!

Quand l'Allemagne disposera-t-elle à nouveau d'un chancelier fédéral témoignant de suffisamment de courage pour dire à Washington: jusqu'ici et pas plus loin? La question s'impose face au comportement que viennent de faire étalage le gros des journalistes et de la nouvelle classe de politiciens et politiciennes

allemands vis-à-vis de Washington: d'où vient cette addiction allemande à se soumettre?

Si on pense à sa propre population, il n'y a qu'une solution: ouvrir *Nord Stream 2* pour éviter le pire. De Gaulle en a pris pleinement conscience en disant que les Etats n'avaient pas d'amis, mais des intérêts. De même que les Américains tentent d'empêcher l'association de la technologie allemande avec les matières premières russes (*George Friedman*) depuis 100 ans, le gouvernement fédéral doit comprendre que les sanctions nuisent ni à la Russie ni aux Etats-Unis, mais à l'Allemagne et à l'Europe en premier lieu. [...]

Quand on a fait une erreur, il faut avoir le courage de la corriger. Aucun gouvernement fédéral ne doit s'arroger le droit d'appauvrir des millions d'Allemands ni de ruiner l'économie allemande.»

Courrier des lecteurs

Karin Leukefeld a «transmis le respect du peuple libanais en souffrance»

L'article de *Karin Leukefeld* intitulé «Les survivants face à la quête d'un avenir» (*Horizons et débats*, n° 14 du 5 juillet 2022) m'a particulièrement touché. En prenant un taxi à Cologne quelques jours plus tôt, je me suis trouvée en entretien avec le conducteur, un libanais, personnage particulièrement aimable. J'ai appris qu'il vivait à Cologne depuis 14 ans et qu'il était père de famille avec des enfants déjà adultes qui étaient allés à l'école à Cologne. Il m'a beaucoup parlé de son pays d'origine, le Liban, de l'absence d'ordre étatique et des conditions chaotiques qui y règnent, de l'inflation effarante, ainsi que de son frère qui est resté là-bas. Un jour, lorsque son frère a eu besoin de médicaments en urgence, il n'a pas pu se les procurer au Liban. Mon interlocuteur les lui a donc envoyés à partir d'Allemagne. Ce n'était pas aisé pour son frère de récupérer le paquet de médicaments. Quelqu'un, peut-être le facteur, l'avait intercepté et a ensuite sollicité son frère malade à payer 50 dollars américains pour le lui remettre. Que pouvait-il faire d'autre que de payer ces 50 dollars? Je n'ai pas pu oublier cette rencontre à l'improviste avec une réalité humaine tout autre.

Lorsque j'ai lu le rapport de *Karin Leukefeld* quelques jours plus tard, j'ai été profondément touchée et j'ai constaté un sens profond lié à mon entretien avec ce conducteur de taxi libanais. J'ai ainsi pu approfondir de manière très palpante les impressions que j'avais éprouvées lors du trajet en taxi, notamment parce que l'auteur a mis en évidence le contexte social et politique des conditions actuelles prévalant dans un pays comme le Liban. En outre, *Karin Leukefeld* m'a transmis son respect pour les Libanais qui souffrent, pour leur courage et leur volonté de survivre. Je lui en suis reconnaissante.

Une fois de plus, je me suis demandé ce que nous pouvions faire, ce que je pouvais faire en tant qu'individu, contre cette injustice criante, due aux intérêts de pouvoir de l'hégémon occidental et de ses vassaux. Me lier à des personnes partageant mes idées, continuer à m'informer, être prête à en discuter avec d'autres et peut-être apporter une modeste aide matérielle par des dons – voilà les quelques réponses que j'ai trouvées, modestes elles aussi.

Annelene Neuhaus, Köln

(Traduction *Horizons et débats*)

Un mot de remerciement

En tant que lecteur de longue date de *Horizons et débats*, je tiens à remercier chaleureusement tous les collaborateurs de ce journal pour leur engagement infatigable et précieux, grâce auquel un journal de qualité, orienté vers le bien commun, l'éthique et le droit international se réalise, basé sur du travail bénévole.

C'est depuis le début de la guerre en Ukraine, face à la propagande quasi omniprésente dont la plupart des médias allemands nous «abreuvent» sur tous les canaux 24 heures sur 24, que l'importance de *Horizons et débats* en tant que «journal pour la formation libre de l'opinion, l'éthique et la responsabilité» indépendant devient particulièrement tangible.

Horizons et débats ne participe pas à la désinformation générale et tient à disposition des articles dont le lecteur des médias mainstream est le plus souvent privé, alors que ses contributions aux multiples questions politiques, sociales et pédagogiques sont d'une grande importance pour notre vie en commun.

Un grand merci à eux! Et continuez ainsi, s'il vous plaît!

Wolfgang Ley, Cologne

(Traduction *Horizons et débats*)

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit
international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Redaction
Peter Küpfer
Redaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenhaid
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros
ISSN 1662 – 4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenhaid».

La voie d'un Israélien vers la Palestine

par Gabriela Wirth-Barben



C'est avec un grand intérêt mêlé d'émotion que le lecteur découvrira, en le suivant pas à pas dans son autobiographie, la «Voie vers la Palestine» parcourue par *Miko Peled*. L'histoire

de sa vie est intimement liée à la politique israélienne et aux conflits avec le peuple palestinien et les pays arabes voisins, ce qu'il a intégré à son autobiographie sous un angle tout à fait personnel. C'est d'abord au sein de sa famille, puis dans l'armée lors de son service militaire que l'auteur a été confronté à la politique d'injustice permanente et croissante du gouvernement, de la police et de l'armée israéliens à l'égard de la population palestinienne. Finalement, le déclic se produira en 1997 avec la mort de sa nièce de treize ans, *Smadar*, tuée par deux kamikazes palestiniens, ce qui le poussera à donner un nouveau sens à sa vie: «Sa mort m'a contraint à un examen impitoyable de mes convictions sionistes, de l'histoire de mon pays et de la situation politique qui avait motivé les kamikazes qui l'avaient tuée». (p. 18) Installé à l'époque en Californie, Miko Peled noue des contacts avec ses concitoyens palestiniens, découvre leurs douloureux souvenirs de l'occupation israélienne et s'étonne de la chaleur et de l'hospitalité qu'ils lui témoignent. Dans le dialogue d'égal à égal qui s'instaure, se développe une confiance mutuelle qui fait émerger la question, poignante pour tous les participants, d'une cohabitation apaisée.

L'exemple des parents

Miko Peled est né en 1961 à Jérusalem, quatrième enfant d'une «très illustre famille sioniste», d'où sont issus des politiciens et des généraux (p. 37). Enfant, il a «baigné dans le patriotisme et la foi en la cause sioniste» et a été poussé à «devenir, comme mon père, un héros et un grand général» (p. 63). Mais au sein de sa famille, on lui a également transmis un grand sens de l'humanité. Son père, *Matti Peled*, était certes un «grand général» qui a joué un rôle important dans les guerres israélo-arabes de 1948, 1956 et 1967, mais qui a commencé avec le temps à remettre en question de nombreux agissements de l'armée israélienne et de l'Etat à l'encontre des Palestiniens. En 1968, le père de Miko démissionne de l'armée israélienne, se met à l'étude de l'arabe, devient professeur de langue et de littérature arabes et fonde en 1973, avec *Uri Avnery* et d'autres militants pacifistes, le *Conseil israélien pour la paix israélo-palestinienne*, qui prône déjà à l'époque des pourparlers directs entre les deux parties.

Au travers d'un exemple éloquent, Miko Peled dépeint le profond sentiment d'humanité et le sens de la justice dont sa mère faisait preuve. Lorsqu'après la guerre de 1948, l'armée israélienne lui a proposé de s'installer dans une belle maison dont les propriétaires palestiniens avaient été expulsés, elle a refusé: «Je devrais emménager dans la maison d'une famille qui se trouvait alors peut-être dans un camp de réfugiés? Dans la maison d'une autre mère? Est-ce que tu peux imaginer à quel point leur maison doit leur manquer?» Cette histoire, elle l'a racontée de nombreuses fois au petit Miko, ajoutant qu'elle avait honte des Israéliens qui en repartaient avec des tapis et des meubles pillés (p. 44).

Soldat dans l'armée israélienne et apprenti-karateka

Comme tous les jeunes Israéliens (hommes et femmes), Miko Peled a été incorporé dans l'armée (Tsahal) à l'âge de 18 ans (1980) afin d'accomplir plus de deux ans de service militaire. Bien que son père ait entre-temps affirmé que l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza était une erreur, le jeune Miko, «en tant que sioniste convaincu, était néanmoins persuadé qu'Israël devait absolument disposer de sa propre armée». Il pensait pouvoir contribuer à la mise en place d'une «armée moralement propre» tout en s'élevant contre les injustices commises par Tsahal.

C'est donc sans ménagement que l'auteur nous décrit la réalité brutale d'une équipe

d'intervention spéciale; cependant, suite à une blessure au genou, il lui a été possible de terminer sa formation dans une unité d'ambulanciers, où il a eu le temps de «souffler et pouvoir repenser chaque chose dans les détails» (p. 111). Il renonça au béret rouge des troupes d'élite et devint formateur d'ambulanciers: «En revanche, j'aimais beaucoup l'idée d'enseigner aux gens comment sauver des vies». (p. 112)

Miko était encore au lycée lorsqu'il se découvrit une passion pour le karaté: à l'époque, il était «fasciné par la stricte discipline, aussi bien au niveau du karaté que de l'entraînement militaire au combat». Il poursuit: «Mais comme je l'ai découvert ensuite, le karaté, contrairement à l'armée, possède une solide base éthique, sans compromis». (p. 121) Le karaté, «comme tous les arts martiaux traditionnels, prône une philosophie de compassion et de non-violence» (p. 122). Miko Peled a choisi la voie de la non-violence et suivi une formation de professeur de karaté. Après deux ans à Londres, où il a épousé sa petite amie *Gila*, ils ont déménagé à Tokyo. En 1987, le couple s'est finalement rendu en Californie avec son professeur de karaté japonais. Ils ne devaient y rester que deux ans, mais ils s'y sont installés et y ont fondé une famille. C'est à San Diego que Miko Peled a ouvert son premier dojo (école de karaté).



Sur la route du cloître de Mar-Saba (photo Gabriela Wirth-Barben)

Comprendre le point de vue d'autrui

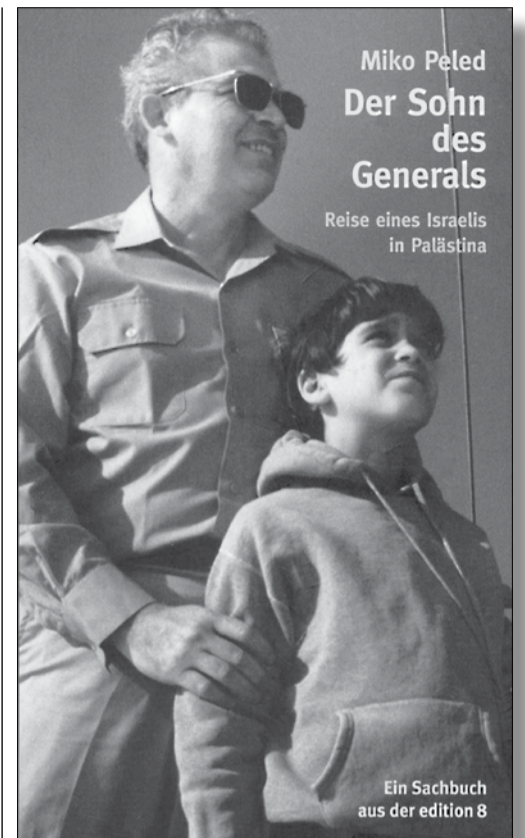
Les conclusions que Miko et certains de ses proches ont tirées après la mort de sa nièce *Smadar* à la suite d'un attentat-suicide sont extrêmement parlantes. Son beau-frère *Rami*, le père de *Smadar*, a participé au «Forum des familles de survivants», où se rencontrent des familles palestiniennes et israéliennes: «Le message du forum était simple: si les parents qui avaient perdu leurs enfants pouvaient s'asseoir ensemble et se parler, tout le monde pouvait le faire aussi. Il y avait là des interlocuteurs en faveur de la paix, et la paix était possible». (p. 150) La famille Peled était cependant consciente qu'au-delà de cette prise de conscience au niveau personnel, il faudrait également opérer un changement politique pour permettre une cohabitation pacifique en Palestine. Selon le «New York Times» du 9 septembre 1997, *Nurit*, sœur de Miko et mère de *Smadar*, a demandé au gouvernement israélien de «mettre fin au bain de sang» et a accusé le gouvernement *Netanyahu* d'avoir «sacrifié nos enfants pour nourrir sa mégalomanie – son besoin de contrôler, d'opprimer et de dominer. [...] Ils veulent tuer le processus de paix et ensuite en faire porter la responsabilité aux Arabes». (p. 151)

L'effondrement du processus de paix israélo-palestinien en 2000/2001 – provoqué par les opposants israéliens à la paix regroupés autour d'*Ariel Sharon*, qui fut ensuite élu Premier ministre – et la mort de sa nièce ont poussé Miko Peled à passer à l'action. Ayant entendu parler de l'existence d'un groupe de dialogue judéo-palestinien à San Diego, il a pris contact avec ce dernier. Lors de la première rencontre, Miko

(qui était né et avait grandi à Jérusalem!) s'est dit: «C'est la première fois que je suis dans un endroit où les Juifs et les Palestiniens sont ensemble à égalité. [...] Le fait que nous puissions nous parler ici, en nous regardant dans les yeux, a fait une énorme différence». (p. 163) Il n'était pas facile pour ce fils d'un général israélien «couronné de succès» de s'entendre présenter l'histoire du point de vue des Palestiniens: par exemple, que lors de la guerre de 1948, Israël n'avait pas été le «David» qui s'était défendu contre un «Goliath» arabe (p. 167 et suivantes). Pour Miko, «le seul élément qui soit plus fort que ce mythe était la confiance [...]. Sans cette confiance, nous n'aurions jamais pu avancer. Dans notre groupe, il ne s'agissait pas de s'accuser mutuellement, mais d'écouter et de raconter des histoires personnelles». C'est ainsi que l'Israélien a appris que la version de l'histoire des Palestiniens était souvent diamétralement opposée à celle qu'il avait crue être la bonne.

Un pas vers la Palestine

Grâce à son amitié avec *Nader*, expulsé d'Israël, qui a finalement obtenu, après 50 ans d'exil, un passeport lui permettant de se rendre «au moins en touriste» (!) dans sa ville natale de Nazareth, Miko Peled a eu la possibilité de s'y rendre en visite pour le rencontrer là-bas, lui et sa famille. Avec sa femme *Gila*, il



ISBN 978-3-85990-290-9

vers du chemin des commandants israéliens et leur fit remarquer «l'occupation brutale et illégale» qu'ils voulaient imposer.

Il lui a été encore plus difficile de se rendre dans la bande de Gaza et d'organiser en faveur de la population locale des opérations humanitaires soutenues par le Rotary américain. L'auteur a été profondément touché par les conditions inhumaines qui règnent à Gaza: «La situation qui règne dans la Bande de Gaza est si grave qu'à côté, même l'occupation israélienne de la Rive-Ouest du Jourdain se pare de couleurs idylliques. Les restrictions imposées par Israël, tant à la liberté de mouvement et de déplacement qu'à l'importation et à l'exportation de marchandises, ainsi que le contrôle total exercé par la puissance occupante sur terre et sur mer, ont créé un état de siège qui empêche littéralement de respirer un million et demi de personnes, dont 800 000 enfants». (p. 221 et suivantes)

«La paix est possible entre Israéliens et Palestiniens»

Ce ne sont là que quelques-uns des nombreux aperçus personnels, historiques et politiques de cette impressionnante autobiographie. L'auteur consacre le dernier chapitre, «Espoir de paix», à la jeunesse. Alors qu'il donnait des cours de karaté à Ramallah, il a également parlé aux jeunes de l'injustice de l'occupation et les a encouragés à trouver leur propre voie pour s'en sortir sans violence (p. 277). Et il rapporte les discussions houleuses qu'il a eues avec son beau-frère au sujet de la solution du conflit du Proche-Orient, en attente depuis des décennies: un Etat, deux Etats, trois Etats? (p. 310 et suivantes)

Dans l'épilogue, Miko Peled illustre de façon saisissante à quel point il a su dépasser son point de vue sioniste au travers de ses étroites relations avec ses concitoyens palestiniens: «Aujourd'hui, je considère que mon rôle le plus important est d'écrire et de parler en faveur de la résistance au régime sioniste en Palestine – et d'y prendre une part active. La paix entre les Israéliens et les Palestiniens est possible dès que nous nous plaçons en dehors du paradigme de l'Etat sioniste, un Etat injustement appelé «Etat juif». [...]

Les Palestiniens, les premiers occupants qui ont été victimes d'un Etat colonialiste, sont les propriétaires légitimes de cette terre. Reconnaître cette situation et le fait que les Palestiniens et les Israéliens doivent pouvoir vivre librement et en paix dans un état qui les représente tous deux et dans lequel les mêmes lois s'appliquent à tous est, j'en suis convaincu, la première étape. Tant que ce point ne sera pas appliqué, nous ne pourrons résoudre aucun des problèmes qui se posent en Palestine». (p. 326)

* Miko Peled. *Der Sohn des Generals. Reise eines Israelis in Palästina*. 1. deutsche Auflage 2016 (Le fils du général. Voyage d'un Israélien en Palestine)

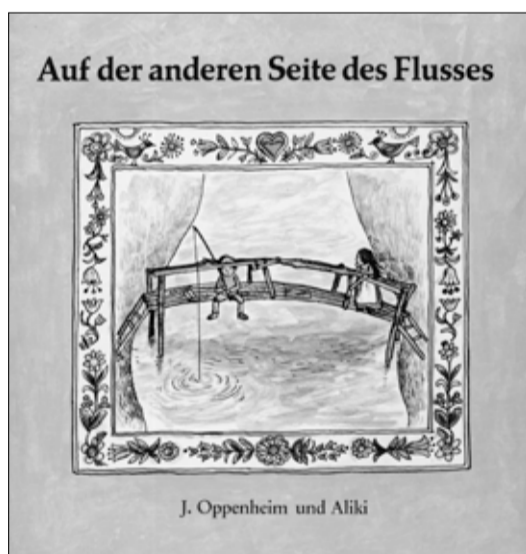
La paix n'arrive pas toute seule

par Dr. Eliane Perret, psychologue et pédagogue curative

Au vu des événements qui secouent l'Europe, la question de savoir comment parvenir à une paix durable se pose avec d'autant plus d'acuité. Car vivre ensemble dans le calme et la paix est le plus grand souhait de tous les êtres humains. Il se reflète dans de nombreux témoignages de l'histoire de l'humanité. Les générations précédentes, après avoir fait l'amère expérience de deux guerres mondiales, ont déjà réparé le terrain, sur le niveau politique, en sciences humaines et, plus généralement, dans notre culture, de sorte que nous ne devons pas recommencer nos efforts depuis le début. Elles ont créé des accords internationaux pour garantir la paix et ont apporté de précieuses contributions à la compréhension entre les peuples grâce aux recherches à propos de la définition de l'homme et de ses besoins, recherches où la pédagogie, la psychologie et les grandes œuvres d'art et de littérature ont contribué en commun à une meilleure compréhension entre les différentes cultures et peuples. Le sentiment humain de solidarité interpersonnelle y contribue pour beaucoup. Comme le démontre la petite histoire qui est restée gravée dans ma mémoire. Il est bien de s'y intéresser!

«Travaillons ensemble!»

Le scène s'ouvre sur Waldau, un village situé au bord d'un fleuve dont les riverains y vivent depuis longtemps. Une image idyllique! Mais les apparences sont trompeuses. Car (et ce n'est pas exceptionnel) la cohabitation est entachée de conflits, nés de rivalités, de jalousie et d'envie. Tel est la situation initiale du livre d'images, intitulé «De l'autre côté de la rivière» (ouvrage paru il y a longtemps déjà¹). Il n'a rien perdu de son actualité. En effet les villageois vivent de part et d'autre de la rivière, dans un cadre pittoresque, reliés par un pont en bois branlant. Leur cohabitation est toutefois perturbée



par des querelles incessantes entre les habitants du côté ouest et ceux du côté est de la rivière. Dans un premier temps, ils n'ont pas trop de soucis. Puis un orage détruit le pont... Le point critique arrive au moment où le ramoneur de la rive gauche a besoin de nouvelles bottes, mais le cordonnier habite sur la rive opposée; le boulanger de la rive droite a besoin, d'urgence, du ramoneur de la rive gauche et le cordonnier s'étant blessé au pouce en frappant fort avec son marteau a besoin de se rendre aussitôt chez le médecin, dont le cabinet – ce qui nous étonne plus – se trouve de l'autre côté du fleuve. Il devient donc évident pour tous qu'ils doivent à nouveau se serrer les coudes et résoudre leurs conflits, ce qu'ils parviennent à faire.

Libres et égaux en dignité et en droits

La lecture de ce livre est excellente pour initier les jeunes enfants à la logique de la coopération et a contribué à changer beaucoup de choses dans notre vie quotidienne. Sous nos latitudes, les gens vivent rarement dans des communautés villageoises à mesure humaine. Ils vivent souvent en étroites habitations, tout en étant très séparés les uns des autres, dans des ensembles d'immeubles anonymes, construits de manière dense. Pour les achats, on se rend au centre commercial où l'on achète, outre la viande à la boucherie, d'autres produits nécessaires (ou inutiles) à la vie quotidienne, ainsi que des vêtements et des chaussures s'ils n'ont pas fait l'objet d'achats en ligne. Les métiers décrits dans le livre sont aujourd'hui repris par de grandes



De l'autre côté de la rivière. (photo du livre de J. Oppenheim et Aliko)

entreprises, les emplois sont déshumanisés ou délocalisés dans des pays où le coût de production est moins cher (bien intégrés dans nos conditions de travail peu discutées et remises en question en public).²

La communauté villageoise au bord de la rivière reflète tout de même, en miniature, ce qu'il faut pour qu'une cohabitation en paix soit possible aux communautés humaines, à ne confondre en aucun cas avec la nostalgie. Au contraire, il y aurait beaucoup à en tirer de ce modèle aujourd'hui, car il s'agit des fondements de la condition humaine, de la nécessité de coopérer sur la base d'une estime mutuelle, qui, elle, est basée dans le respect de l'individu et de sa dignité. Ce sont là précisément les principes qui ont trouvé leur forme figée en 1948, après les atrocités de la Seconde Guerre mondiale, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies dans son premier article: «Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité».

Il n'y a pas d'autre voie pour l'instauration de la paix dans le monde

Depuis lors, 191 pays ont signé cette déclaration. Mais un regard sur le monde nous instruit qu'il manque manifestement le sérieux et la détermination nécessaires pour transformer cet objectif idéal dans ce qui est réel. Il le faudrait pourtant, car la dignité de l'homme n'est pas un don tout fait, elle doit s'établir à tous les niveaux de la cohabitation humaine, être renforcée et continuellement promue avec persévérance. C'est ainsi que la paix pourra s'installer dans le monde. Nul ne peut s'arroger le droit de se placer au-dessus d'autrui, de disposer de lui et de le traiter avec mépris, car, comme le stipule le deuxième article de la Charte, chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. [...] En outre, il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de sa souveraineté.»

Les images de la famille humaine visent la Paix

Apparemment, de nombreuses personnes ayant vécu les atrocités des guerres mondiales ont compris qu'un chacun de la grande famille humaine doit désormais apporter sa contribution pour que cela ne se reproduise plus jamais. C'est ce qu'a vécu Käthe Kollwitz après la Première Guerre mondiale, en tant qu'artiste,

mère et compatriote, atteignant la conscience de plusieurs générations avec ses célèbres gravures sur bois dont beaucoup sont devenues fanaux de la profonde conviction «Plus jamais la guerre!»

Où en sommes-nous aujourd'hui? Les êtres humains s'appartiennent ensemble et mutuellement dans le monde entier, ils ne doivent pas être affublés d'images d'ennemis, car ils font tous partie de la même famille humaine. C'est ce que rappelle, de manière impressionnante, l'exposition photographique mondialement connue sous le nom «Family of man», conçue à partir de 1951 par le photographe luxembourgeois Edward Steichen pour le *Museum of Modern Art* de New York et inaugurée en 1955.³ Elle reprend, dans le langage universel de la photographie, compréhensible par tous les hommes, les fondements d'une vie commune en paix qui est à la base de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* de l'ONU. Edward Steichen et son équipe ont sélectionné, parmi plus de deux millions d'images, 503 clichés de 273 photographes provenant de 68 pays différentes, présentant, dans un portrait exhaustif, 32 thèmes préoccupant les hommes du monde entier – l'amour, le travail, les enfants, mais aussi la mutilation infligée par la guerre ainsi que la mort – images qui font appel et qui renvoient le spectateur à leur similitude et à leur nature commune. Après les expériences de la Seconde Guerre mondiale. L'exposition voulait contribuer à promouvoir la compréhension entre les hommes et mettre en garde contre les conséquences catastrophiques d'une guerre nucléaire, comme on l'a vu à Hiroshima et Nagasaki. En 2003, l'exposition «Family of Man» a fait son entrée au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco; aujourd'hui, elle se trouve dans la petite ville luxembourgeoise de Clervaux où elle est accessible au public. Si les racines de notre propre histoire font défaut

Si les sources de notre histoire font défaut

Il y a cinquante ans, les bases d'une famille humaine individuelle, vivant ensemble en paix, étaient plus manifestes encore, vécues plus naturellement et ainsi plus solidement ancrées dans l'esprit des gens et dans les valeurs inspirant les peuples. Ces derniers ont leurs racines dans la longue tradition de leurs cultures respectives, inspirant ainsi l'éducation familiale, les objectifs de la formation et l'enseignement dans les écoles. La recherche et l'enseignement des facultés de pédagogie et de psychologie des universités reposaient également sur ces fondements humanistes. Contrairement à cette tradition, depuis les années 1970, les pays occidentaux sont plutôt marqués par la rupture de valeurs, brèche générant de profondes scissions dans nos sociétés. Ces scissions furent introduites dans nos sociétés notamment par l'école de Francfort qui a profondément ébranlé la cohabitation humaine. Non seulement les «élites», mais de larges cercles de la popu-

lation d'Europe centrale ont depuis lors perdu leur lien émotionnel avec les racines de leur propre histoire. Ils se laissent donc facilement séduire par un «way of life» qui se caractérise par la superficialité des relations, le consumérisme et un manque d'autoréflexion et de sens des responsabilités, de sorte qu'une participation active aux intérêts de la communauté repose sur des bases fragiles.

Ne pas semer la haine et la discorde

Bien qu'une cohabitation équivalente soit aujourd'hui possible, des milliards de personnes dans le monde sont privés des droits fondamentaux et de grandes entités politiques se comportent toujours comme des colonisateurs. Ils s'arrogent le droit de s'immiscer dans le destin d'autres pays, de créer des dépendances, d'attiser des conflits pour évincer des gouvernements qui ne leur conviennent pas. Ils n'hésitent pas à se déclarer gardiens de la démocratie et de la liberté. Autant condamnables sont leurs activités dans le but de contrôler l'attitude des gens envers les autres peuples, recourant à des méthodes de propagande (par exemple dans les médias), de semer la haine et la discorde et de diviser le monde en Bons et en Mauvais. Depuis la Seconde Guerre mondiale, il ne s'est pas passé une année sans guerre. Au moins 60 à 65 millions de personnes dans le monde sont mortes de leurs conséquences. Ne ferions-nous pas bien de réfléchir à ce que doit être notre avenir en tant que famille humaine sur notre planète? Sur quelles valeurs notre vie commune doit-elle se fonder? Il est temps de se souvenir de ce que des hommes clairvoyants ont créé après les atrocités des guerres pour rendre possible une cohabitation pacifique: la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU, le droit international humanitaire, le Comité international de la Croix-Rouge, instances s'appuyant sur les valeurs qui correspondent à notre patrimoine culturel européen. C'est pourquoi, si l'on regarde plus loin que le bout de son nez, on s'aperçoit qu'il y a beaucoup à faire pour que les hommes puissent vivre ensemble en paix.

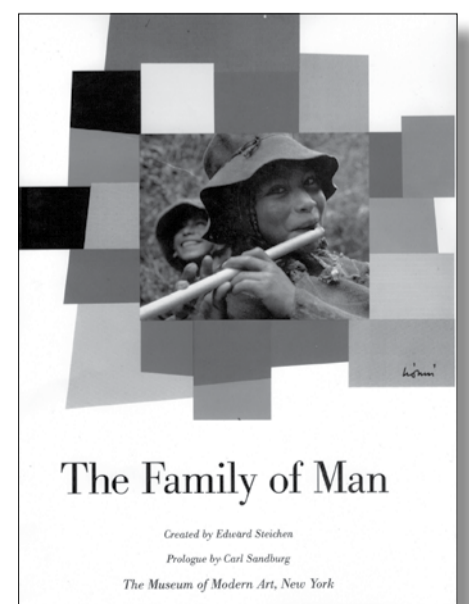
Valorisons les idées qui ont fondé notre culture

Le désir des hommes de vivre ensemble en paix ne se laisse pas étouffer. Mais la question se pose aujourd'hui, avec d'autant plus d'acuité, comment nous pouvons, dans l'éducation et la formation, renforcer les valeurs fondamentales nécessaires à ce but. Nous, les adultes, devons nous comporter de façon exemplaire, nous devons vivre nos valeurs, puisqu'ils sont à la base de tout développement sain de la personnalité. Nous devons nous comporter de la sorte que nos enfants et nos jeunes le ressentent. Pourquoi ne pas commencer par une excursion de vacances à Clervaux, voyage qui peut devenir le point de départ de débats auxquels les enfants et les adolescents d'aujourd'hui sont toujours aussi enclins? •

¹ Oppenheim, J./Aliko. (1972). *Auf der anderen Seite des Flusses*. Wien: Österreichischer Bundesverlag. Il est regrettable que ce livre d'images, rédigé il y a un demi-siècle par l'auteur américain et publié par la suite dans de nombreuses langues, soit aujourd'hui épuisé en allemand.

² Des articles intéressants à ce sujet sont accessibles sur le site web du Public Eye. www.publiceye.ch/de

³ Steichen, Edward. (1996, Erstausgabe 1955). *The Family of Man*. Distributed Art Publishers (DAP), New York; https://steichencollections-cna.lu/deu/collections/1_the-family-of-man



ISBN 0-87070-341-2